

Le 11 mai 2017

## **TELUS annonce d'excellents résultats pour le premier trimestre de 2017**

***Solide croissance du nombre de clients se traduisant par 75 000 nouveaux abonnés nets des services mobiles postpayés, Internet et TELUS TV, soit plus de deux fois plus que l'an dernier***

***Performance inégalée dans l'industrie pour la croissance des produits d'exploitation consolidés et du BAIIA, soit 2,9 et 6,4 pour cent, respectivement***

***Croissance des produits tirés du réseau et du BAIIA du secteur mobile de 6,4 et 7,4 pour cent, respectivement; performance inégalée dans l'industrie pour la croissance du BAIIA du secteur filaire, soit 4,7 pour cent***

***Meilleur taux de désabonnement aux services mobiles postpayés de l'industrie, soit 0,93 pour cent, combiné à une solide croissance du PMAA de 3,9 pour cent, ce qui produit le meilleur résultat au chapitre des revenus à long terme par client, soit 5 550 \$***

***Nouveaux objectifs de 2017, les plus ambitieux de l'industrie, qui reflètent une hausse des produits et du BAIIA allant jusqu'à 4 et 7 pour cent, respectivement***

***Meilleure hausse du dividende de l'industrie de 7,1 pour cent, ce qui correspond à 0,4925 \$ par action; 13<sup>e</sup> hausse du dividende depuis 2011***

**Vancouver (C.-B.)** – Les produits d'exploitation consolidés de TELUS Corporation ont augmenté de 2,9 pour cent pour atteindre 3,2 milliards de dollars au premier trimestre de 2017, par rapport à la même période de l'année précédente, ce qui reflète la hausse des produits tirés des services de données et la croissance du nombre d'abonnés dans les secteurs mobiles et filaires. Le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts sur le revenu et amortissement (BAIIA)<sup>1</sup> a atteint 1,3 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 11 pour cent. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts, le BAIIA ajusté a affiché une hausse de 6,4 pour cent pour s'établir à 1,3 milliard de dollars. Cette croissance reflète la croissance supérieure des produits, ainsi que l'exécution continue des initiatives d'efficacité opérationnelle.

« TELUS a continué de démontrer la qualité et l'efficacité de la stratégie à long terme de l'entreprise au cours du premier trimestre en affichant la meilleure croissance des produits et du BAIIA de l'industrie, ainsi qu'en occupant le premier rang au chapitre de la fidélisation de la clientèle, a affirmé Darren Entwistle, président et chef de la direction. Étant donné nos solides résultats constants attribuables à l'exécution ciblée de la stratégie par notre équipe compétente, nous augmentons nos objectifs financiers de 2017, les plus ambitieux de l'industrie, afin de tenir compte des occasions supplémentaires de croissance des produits et du BAIIA, notamment celles qui découlent de l'acquisition de clients de MTS. De plus, nous procédons encore une fois à une hausse du dividende trimestriel, à savoir de 7,1 pour cent, ce qui correspond à notre modèle de croissance du dividende reposant sur nos solides résultats financiers et opérationnels. »

« La hausse du dividende est la treizième depuis 2011 et la première du nouveau programme de trois ans qui visera une croissance annuelle du dividende de 7 à 10 pour cent de 2017 à 2019, a ajouté M. Entwistle. Notre capacité à offrir les meilleures initiatives au profit des actionnaires de l'industrie continue de générer une valeur importante pour ces derniers. TELUS a notamment remis plus de 14 milliards de dollars à ses actionnaires, dont 9 milliards de dollars en dividendes, ce qui représente 24 \$ par action depuis 2004. »

« Les résultats de TELUS au premier trimestre de 2017 témoignent de la capacité de notre équipe à exécuter avec succès notre stratégie de croissance nationale en effectuant des investissements générationnels intelligents qui font progresser notre position de chef de file en matière de réseau et qui soutiennent une croissance rentable continue de la clientèle, a déclaré Doug French, vice-président à la direction et chef des services financiers. Ces investissements, combinés à notre accent marqué sur les initiatives d'efficacité, portent leurs fruits, de toute évidence, comme en témoignent nos solides résultats du premier trimestre. Grâce à cette exécution uniforme, nous avons la confiance nécessaire pour mettre en œuvre notre stratégie tout en respectant nos engagements envers les intervenants de TELUS. »

Dans le secteur mobile, la hausse des produits tirés du réseau découle d'une hausse de 12 pour cent des produits tirés des services de données, ce qui reflète une proportion accrue de forfaits de deux ans à tarif plus élevé, notamment les forfaits Extra Plus, une hausse de l'adoption des lots de données plus importants ou du réapprovisionnement en données, la croissance continue du nombre d'abonnés, une composition d'abonnés des services postpayés plus favorable et une hausse des produits tirés des données en itinérance. Dans le secteur filaire, la croissance de 4,2 pour cent des produits tirés des services de données et de l'équipement découle de l'augmentation des produits des services Internet et de données améliorées (du fait d'une hausse constante du nombre des abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des produits par client), de la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, d'une augmentation des produits tirés de TELUS TV (du fait d'une hausse du nombre d'abonnés) et d'une hausse des produits d'exploitation de TELUS Santé.

Durant le trimestre, TELUS a attiré 75 000 nouveaux abonnés des services mobiles postpayés, des services Internet haute vitesse et des services de télévision, soit une hausse de 44 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les ajouts nets se sont élevés à 44 000 clients des services mobiles postpayés, 24 000 abonnés du service Internet haute vitesse et 7 000 clients de TELUS TV. Le nombre total d'abonnés des services mobiles de TELUS s'établit à 8,6 millions, ce qui représente une hausse 2,3 pour cent par rapport à l'année dernière et une hausse de 3,8 pour cent du nombre d'abonnés des services postpayés qui s'est établi à 7,6 millions. Le nombre de connexions Internet haute vitesse de TELUS a augmenté de 5,4 pour cent pour atteindre 1,7 million, tandis que le nombre d'abonnés du service TELUS TV est en hausse de 5,3 pour cent pour s'établir à 1,1 million.

TELUS s'efforce continuellement d'accorder la priorité aux clients depuis 2008, ce qui transparaît dans son taux de désabonnement mensuel des services mobiles postpayés de premier plan se situant à 0,93 pour cent. Il s'agit de la quatorzième fois au cours des 15 derniers trimestres que le taux de désabonnement des services postpayés de TELUS est inférieur à 1 pour cent.

## FAITS SAILLANTS SUR LES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En dollars canadiens et en millions, sauf les données par action (non audités)	Trimestre clos le 31 mars		Variation en %
	2017	2016	
Produits d'exploitation	3 198	3 108	2,9
Dépenses d'exploitation avant dépréciation et amortissement	1 937	1 968	(1,6)
BAIIA <sup>(1)</sup>	1 261	1 140	10,6
BAIIA ajusté <sup>(1)(2)</sup>	1 265	1 188	6,4
Bénéfice net	441	378	16,7
Bénéfice net ajusté <sup>(3)</sup>	437	414	5,6
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	433	378	14,6
Bénéfice par action (BPA)	0,73	0,64	14,1
BPA de base ajusté <sup>(3)</sup>	0,74	0,70	5,7
Dépenses en immobilisations	724	618	17,2
Flux de trésorerie disponible <sup>(4)</sup>	217	108	100,9
Connexions d'abonnés totales <sup>(5)</sup>	12 683	12 443	1,9

(1) Le BAIIA n'est pas une mesure définie par les PCGR et n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. TELUS donne des prévisions et fait état de son BAIIA parce qu'il s'agit d'un instrument clé de l'évaluation de la performance aux niveaux consolidé et segmenté. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du premier trimestre de 2017 ci-joint.

- (2) Le BAIIA ajusté est défini dans le présent communiqué de presse comme excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Pour le premier trimestre de 2017 et de 2016, les coûts de restructuration et autres coûts étaient respectivement de 4 millions de dollars et de 48 millions de dollars.
- (3) Le bénéfice net ajusté et le BPA de base ajusté ne sont pas des mesures définies par les PCGR et n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Ces termes sont définis dans le présent communiqué de presse comme excluant du bénéfice net attribuable aux actions ordinaires et du BPA de base (après impôts sur les bénéfices) : 1) les coûts de restructuration et autres coûts et 2) les redressements d'impôt défavorables au premier trimestre de 2016. Pour une analyse plus approfondie du bénéfice net ajusté et du BPA de base ajusté, veuillez vous reporter à la section 1.3 du rapport de gestion du premier trimestre de 2017 ci-joint.
- (4) Le flux de trésorerie disponible n'est pas une mesure définie par les PCGR et n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB. Pour plus de définitions et d'explications sur cette mesure, veuillez vous reporter à la section 11.1 du rapport de gestion du premier trimestre de 2017 ci-joint.
- (5) La somme des abonnés actifs des services mobiles, des lignes résidentielles, des abonnés des services Internet haute vitesse et des abonnés du service TELUS TV<sup>MD</sup> (Télé OPTIK<sup>MD</sup> et TELUS TV Satellite<sup>MD</sup>) mesurés à la fin des périodes respectives selon les renseignements provenant du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 4 000 et de 5 000, respectivement.

Durant le trimestre, le bénéfice net de 441 millions de dollars et le bénéfice par action (BPA) de base de 0,73 \$ affichent une hausse de 17 et de 14 pour cent, respectivement, car la croissance du BAIIA a été compensée partiellement par l'augmentation des charges d'amortissement. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts et les redressements d'impôt défavorables, le bénéfice net et le BPA de base ajusté ont augmenté de 5,6 et de 5,7 pour cent, respectivement.

Le flux de trésorerie<sup>4</sup> disponible de 217 millions de dollars au premier trimestre est deux fois plus élevé que celui de l'année dernière, à savoir 108 millions de dollars, en raison de la baisse des impôts payés et de la hausse du BAIIA, qui ont été compensées partiellement par l'augmentation des dépenses en immobilisations.

*Ce communiqué contient des énoncés portant sur le rendement financier et le rendement d'exploitation de TELUS (la « société ») et sur des événements futurs qui sont prospectifs, dont les prévisions et objectifs annuels pour 2017 et les augmentations futures du dividende. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent de la société qu'elle émette des hypothèses et des prévisions, et à ce titre, ils sont soumis à des risques et à des incertitudes. Il existe un risque considérable que les énoncés prospectifs se révèlent inexacts. Les lecteurs devraient faire preuve de prudence et ne pas se fier indûment à ces énoncés, puisque divers facteurs pourraient faire en sorte que les événements et le rendement futurs réels diffèrent grandement de ceux qui sont décrits dans les énoncés prospectifs. Par conséquent, les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué doivent être lus en tenant compte de la mise en garde figurant dans le rapport de gestion du premier trimestre ci-joint. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont fondés sur des hypothèses (notamment des hypothèses relatives aux prévisions et objectifs annuels pour 2017, les hausses semestrielles du dividende jusqu'en 2019 et la capacité de soutenir et de mener des programmes de rachats d'actions sur plusieurs années jusqu'en 2019) et sont publiés sous réserve des conditions et des facteurs de risque mentionnés dans le rapport de gestion du premier trimestre de 2017, dans le rapport de gestion annuel de 2016 et dans d'autres documents divulgués au public par TELUS ou déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (sur SEDAR à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com)) et aux États-Unis (sur EDGAR à l'adresse [sec.gov](http://sec.gov)). Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué font état de nos prévisions à la date du présent communiqué et, de ce fait, pourraient subir des modifications après cette date. Dans la mesure prévue par la loi, TELUS n'a ni l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs et se réserve le droit de changer ses pratiques habituelles de mise à jour des objectifs et des orientations, à tout moment et à sa discrétion.*

## Faits saillants des activités du premier trimestre de 2017

### Services mobiles de TELUS

- Les produits tirés du réseau mobile ont atteint 1,7 milliard de dollars, soit une augmentation de 100 millions de dollars ou 6,4 pour cent d'une année à l'autre. Cette croissance a été stimulée par une proportion accrue de forfaits à tarif plus élevé, notamment les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016, une proportion accrue de clients optant pour des forfaits qui contiennent des lots de données plus importants ou effectuant un réapprovisionnement en données, la croissance du nombre d'abonnés, une proportion supérieure d'abonnés des services postpayés et une hausse des produits tirés des données

en itinérance. Cette croissance a été partiellement compensée par le déclin constant des produits des services vocaux en raison de l'adoption accrue des forfaits d'appels nationaux illimités et de la tendance continue mais modérée au remplacement par les services de transmission de données, ainsi que par la baisse des produits tirés des services vocaux en itinérance.

- Le PMAA combiné a augmenté de 3,9 pour cent pour atteindre 65,53 \$. Il s'agit du vingt-sixième trimestre consécutif de croissance d'une année à l'autre du PMAA combiné de TELUS. Cet élan a été stimulé par la croissance des produits tirés du réseau de transmission de données, telle qu'elle est décrite ci-dessus.
- Le taux de désabonnement mensuel des services postpayés a diminué de quatre points de base d'une année à l'autre, pour se fixer à 0,93 pour cent. Cette amélioration reflète notre détermination à exécuter nos initiatives Les clients d'abord et nos programmes de rétention, malgré le taux de désabonnement supérieur des clients CDMA en prévision de l'abandon du réseau CDMA au deuxième trimestre de 2017. Le taux de désabonnement mensuel combiné a diminué de 8 points de base pour s'établir à 1,18 pour cent, ce qui reflète l'amélioration des taux de désabonnement des services postpayés et prépayés, ainsi qu'une hausse de la proportion d'abonnés aux services postpayés.
- Le nombre de nouveaux abonnés nets des services postpayés, soit 44 000, était en hausse de 36 000 d'une année à l'autre en raison du nombre supérieur d'ajouts bruts de nouveaux abonnés, ce qui témoigne du succès des offres promotionnelles ciblées et des activités de marketing axé sur la prise en charge d'abonnés aux services postpayés à plus grande valeur, ainsi que des transferts du service prépayé au service postpayé et de la baisse du taux de désabonnement. Le nombre de nouveaux abonnés nets des services postpayés a été compensé par les pertes de 53 000 abonnés des services prépayés, ce qui reflète l'accent mis sur les nouveaux abonnés des services postpayés de grande valeur, la concurrence accrue pour les services prépayés, les transferts du service prépayé au service postpayé et le taux de désabonnement supérieur des clients CDMA.
- La BAIIA a augmenté de 64 millions de dollars ou 8,6 pour cent, tandis que le BAIIA ajusté du secteur mobile (BAIIA qui exclut les coûts de restructuration et autres coûts) a augmenté de 56 millions de dollars ou 7,4 pour cent par rapport à l'année dernière pour atteindre 821 millions de dollars. Cette croissance reflète la hausse des produits tirés du réseau, ainsi que les initiatives continues d'efficacité opérationnelle. Elle a été partiellement compensée par la hausse des charges d'exploitation des services de réseau, des charges liées à la main-d'œuvre externe et des frais d'administration. La marge du BAIIA ajusté sous forme de pourcentage des produits totaux a augmenté de 120 points de base pour s'établir à 45,8 pour cent.
- Les dépenses en immobilisations du secteur mobile ont augmenté de 38 pour cent par rapport à la même période l'an dernier en raison des investissements continus dans le réseau à fibre optique de TELUS pour soutenir sa stratégie de mise en œuvre de petites cellules, élargir sa couverture et préparer une évolution plus efficace et en temps opportun vers la technologie 5G. TELUS a également accru ses investissements au Manitoba dans le but d'accroître la couverture, la capacité et les vitesses afin d'améliorer considérablement le service à la clientèle et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de Bell MTS. Par ailleurs, TELUS a poursuivi ses investissements continus dans les initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, ainsi que dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

### **Services filaires de TELUS**

- Les produits externes tirés des services filaires ont augmenté de 9 millions de dollars ou 0,7 pour cent pour atteindre 1,4 milliard de dollars. Cette croissance a été principalement générée par une hausse des produits tirés des services de données et de l'équipement.
- Les produits tirés des services de données et de l'équipement ont crû de 75 millions de dollars (ou 7,9 pour cent) en raison de l'augmentation des produits des services Internet et de données améliorées (du fait d'une hausse constante du nombre des abonnés des services Internet haute vitesse et d'une augmentation des produits par client), de la croissance des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, d'une augmentation des produits tirés de TELUS TV (du fait d'une hausse continue du nombre d'abonnés) et d'une hausse des produits d'exploitation de TELUS Santé.
- Les ajouts nets du service Internet haute vitesse de 24 000 abonnés ont augmenté de 12 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète l'expansion continue du service haute vitesse à large bande de TELUS, dont la fibre jusqu'au domicile, et le service Internet haute vitesse sur le réseau LTE.
- Les ajouts nets totaux aux services de télévision de 7 000 abonnés ont reculé de 4 000 abonnés par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, ce qui reflète un nombre inférieur d'ajouts bruts et une baisse du nombre d'abonnés des services de télévision par satellite découlant du ralentissement de

la croissance des abonnés des services de télévision payés en raison d'un taux élevé de pénétration des services de télévision sur le marché et de l'intensification de la concurrence, y compris les services par contournement. Ces facteurs ont été partiellement compensés par l'expansion soutenue du service adressable Internet haute vitesse à large bande et Télé OPTIK qui relie davantage d'entreprises et de résidences directement à la fibre optique et qui permet de regrouper ces services.

- Pour le trimestre, le nombre total de lignes résidentielles a baissé de 23 000 lignes, soit une amélioration de 3 000 lignes par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Les pertes de lignes résidentielles continuent de souligner la tendance bien ancrée consistant à remplacer ces lignes par les services mobiles et Internet. Ces pertes sont en partie atténuées par le succès des offres de services groupés de TELUS.
- Le BAIIA du secteur filaire a augmenté de 57 millions de dollars ou 14,6 pour cent, tandis que le BAIIA ajusté (BAIIA qui exclut les coûts de restructuration et autres coûts) a augmenté de 21 millions de dollars ou 4,7 pour cent par rapport à l'année dernière pour s'établir à 444 millions de dollars. Cette amélioration reflète la croissance continue des produits et l'exécution des initiatives d'efficacité opérationnelle, ainsi que l'amélioration des marges des services de transmission de données, y compris les services Internet, les services TELUS TV, les services de TELUS Santé et les services d'impartition des processus d'affaires. La marge du BAIIA ajusté sous forme de pourcentage des produits totaux a augmenté de 110 points de base pour s'établir à 30,2 pour cent.
- Les dépenses en immobilisations du secteur filaire ont augmenté de 8 pour cent par rapport à la même période l'an dernier, surtout en raison des investissements stratégiques continus dans l'infrastructure du réseau à bande large, notamment pour relier davantage de domiciles et d'entreprises directement au réseau à fibre optique de TELUS. En plus d'étendre la portée et les fonctionnalités des solutions de TELUS pour les domaines des affaires et des soins de santé, cet investissement permet de répondre à la croissance du nombre d'abonnés des services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, ainsi qu'à la demande croissante de vitesses Internet supérieures des clients de TELUS.

### TELUS met à jour ses objectifs financiers consolidés de 2017

Les objectifs financiers consolidés de TELUS pour 2017, notamment au chapitre des produits, du BAIIA (coûts de restructuration et autres coûts exclus) et du bénéfice par action de base, sont en cours de modification maintenant que TELUS et Bell ont conclu officiellement leur entente visant l'acquisition par TELUS d'environ 100 000 clients des services mobiles postpayés et de 15 points de vente de Bell MTS.

TELUS élève aussi son objectif lié aux dépenses en immobilisations consolidées afin de tenir compte du déploiement continu du réseau à fibre optique et des investissements supplémentaires dans le réseau mobile au Manitoba. Les investissements favoriseront une croissance rentable continue de la clientèle et soutiendront la stratégie de mise en œuvre de petites cellules de TELUS en vue d'élargir sa couverture et de préparer une évolution plus efficace et en temps opportun vers la technologie 5G.

	Objectifs initiaux de 2017 au 9 février 2017	Objectifs révisés de 2017 au 11 mai 2017	Croissance annuelle
<b>Consolidés</b>			
Produits d'exploitation	13,120 à 13,250 G\$	13,180 à 13,310 G\$	3,0 à 4,0 %
BAIIA, coûts de restructuration et autres coûts exclus <sup>(1)</sup>	4,850 à 4,995 G\$	4,875 à 5,040 G\$	3,5 à 7,0 %
Bénéfice par action de base <sup>(2)</sup>	2,49 à 2,64 \$	2,49 à 2,66 \$	2,0 à 9,0 %
Dépenses en immobilisations <sup>(3)</sup>	Environ 2,9 G\$	Environ 3,0 G\$	-

1) En 2017, les coûts de restructuration et autres coûts devraient atteindre environ 125 millions de dollars, comparativement à 479 millions de dollars en 2016.

2) Le BPA de base pour 2016 exclut la charge pour la transformation de la rémunération (38 cents).

3) Les objectifs et résultats en matière de dépenses en immobilisations ne tiennent pas compte des dépenses pour les licences de spectre.

La description précédente concernant les objectifs financiers de TELUS en 2017 contient de l'information prospective visée par la mise en garde concernant les énoncés prospectifs se trouvant au début du rapport de gestion du premier trimestre de 2017 ci-joint et du rapport de gestion annuel de 2016, surtout la rubrique 10 intitulée « Risques et gestion des risques », qui est intégrée par renvoi aux présentes. Elle est

fondée sur les attentes et les hypothèses de la direction, telles qu'elles sont énoncées à la rubrique 9 du rapport de gestion annuel de 2016 intitulée « Tendances générales, prévisions et hypothèses pour TELUS ». Cette description met à jour la rubrique 1.7 intitulée « Objectifs financiers et opérationnels pour 2017 » dans les résultats du quatrième trimestre de 2016 de TELUS, ainsi que le communiqué sur les objectifs financiers de 2017 publié le 9 février 2017.

### **Kathy Kinloch et Claude Mongeau siégeront au conseil d'administration de TELUS**

TELUS est heureuse d'annoncer que Kathy Kinloch et Claude Mongeau ont été nommés candidats à son conseil d'administration et que l'élection connexe aura lieu à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de TELUS le 11 mai.

Kathy est actuellement présidente du British Columbia Institute of Technology (BCIT), poste qu'elle occupe depuis janvier 2014. Auparavant, elle a occupé plusieurs postes de direction, notamment celui de présidente du Vancouver Community College de 2010 à 2013 et de doyenne de la faculté des sciences de la santé du BCIT de 2007 à 2010. Kathy a aussi été conseillère principale au ministère de la Santé de la Colombie-Britannique de 2006 à 2007, chef de l'exploitation de la Fraser Health Authority de 2002 à 2006 et vice-présidente du Surrey Memorial Hospital de 1981 à 2002. Elle est titulaire d'un baccalauréat en sciences infirmières de l'Université de l'Alberta et d'une maîtrise ès arts en leadership de l'Université Royal Roads.

Claude Mongeau a été président et chef de la direction de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) de 2010 à 2016. Pendant sa carrière de 22 ans chez CN, il a aussi occupé le poste de vice-président exécutif et chef de la direction financière de 2000 à 2009, vice-président principal et chef de la direction financière de 1999 à 2000, vice-président, planification stratégique et financière de 1995 à 1999 et vice-président adjoint, développement des affaires de 1994 à 1995. Claude est titulaire d'un baccalauréat en psychologie de l'Université du Québec et d'une maîtrise en administration des affaires de l'Université McGill.

Micheline Bouchard, administratrice de TELUS depuis 2004, se retire aujourd'hui de notre conseil d'administration. Nous remercions Micheline pour ses nombreuses contributions à TELUS, notamment à titre de membre du comité d'audit, du comité des ressources humaines et de la rémunération, ainsi que du comité de gestion de retraite.

### **Déclaration de dividende – Le dividende a augmenté de 0,4925 \$ par trimestre**

Le conseil d'administration de TELUS a déclaré un dividende trimestriel de 0,4925 \$CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce dividende sera versé le 4 juillet 2017 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 9 juin 2017.

Ce dividende du deuxième trimestre représente une augmentation de 7,1 pour cent depuis le dividende trimestriel de 0,46 \$ versé le 4 juillet 2016. Il s'agit en outre de la treizième hausse de dividende depuis que TELUS a annoncé son programme pluriannuel de croissance du dividende en mai 2011. Sur cette période, le dividende de TELUS a augmenté de 88 pour cent.

### **Faits saillants de la Société**

TELUS apporte une contribution et des investissements importants dans les collectivités où vivent et travaillent les membres de l'équipe, et dans l'économie canadienne, au nom des clients, des actionnaires et des membres de l'équipe, des manières suivantes :

- En payant, recueillant et versant un total d'environ 559 millions de dollars en taxes et impôts pendant le premier trimestre de 2017 au profit des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada. Ce montant est constitué d'impôts sur le bénéfice des sociétés, de taxes de vente, d'impôts fonciers, de la part de l'employeur des cotisations sociales et de divers droits réglementaires. Depuis 2000, la Société a versé près de 21 milliards de dollars en taxes et impôts.
- En déboursant 50 millions de dollars en frais de renouvellement du spectre au ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique au cours du premier trimestre de 2017. Depuis 2002, les remises visant les taxes et impôts et le spectre versées par TELUS aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux au Canada ont totalisé plus de 26 milliards de dollars.
- En investissant 724 millions de dollars en dépenses en immobilisations principalement dans les collectivités partout au Canada au cours du premier trimestre de 2017, et 33 milliards de dollars depuis 2000.

- En dépensant 1,8 milliard de dollars dans les activités d'exploitation au cours du premier trimestre de 2017, notamment par l'achat de biens et de services au coût de 1,2 milliard de dollars. Depuis 2000, TELUS a dépensé respectivement 101 milliards de dollars et 66 milliards de dollars dans ces secteurs.
- En versant aux membres de l'équipe des salaires totalisant 627 millions de dollars au cours du premier trimestre de 2017, dont 59 millions de dollars en cotisations sociales. Depuis 2000, TELUS a versé un total de 40 milliards de dollars en salaires aux membres de l'équipe.
- En versant, au cours des quatre premiers mois de 2017, 567 millions de dollars en dividendes aux actionnaires particuliers, aux détenteurs de fonds communs de placement, aux pensionnés et aux investisseurs institutionnels.
- En distribuant 14,2 milliards de dollars aux actionnaires au moyen des dividendes et des programmes de rachat d'actions de TELUS de 2004 à la fin d'avril 2017, dont 9 milliards de dollars en dividendes et 5,2 milliards de dollars en rachats d'actions, représentant 24 \$ par action.

## À propos de TELUS

TELUS (TSX : T, NYSE : TU) est la société de télécommunication nationale connaissant la croissance la plus rapide au Canada, grâce à des produits d'exploitation annuels de 12,9 milliards de dollars et à plus de 12,7 millions de connexions clients, dont 8,6 millions d'abonnés des services sans fil, 1,7 million d'abonnés des services Internet haute vitesse, 1,4 million de lignes d'accès au réseau résidentiel et 1,1 million d'abonnés des services TELUS TV. TELUS offre une gamme complète de produits et de services de communication, notamment des services mobiles, des services de transmission de données et de la voix, des services IP, des services de télévision, de vidéo et de divertissement. Dans le domaine de la santé, TELUS est le plus important fournisseur de systèmes informatiques au Canada et à l'échelle mondiale, et TELUS International fournit des solutions de processus d'affaires.

Fidèles à leur philosophie communautaire « Nous donnons où nous vivons », TELUS et les membres de son équipe, actuels et retraités, ont versé plus de 482 millions de dollars à des organismes caritatifs et sans but lucratif, et offert plus de 7,7 millions d'heures de bénévolat au service des communautés locales depuis 2000. Créés en 2005 par Darren Entwistle, président et chef de la direction de TELUS, les douze comités d'investissement communautaire de TELUS au Canada et ses cinq comités à l'étranger dirigent les actions de soutien aux organismes de bienfaisance locaux. Ils ont remis au-delà de 60 millions de dollars en appui à 5 595 projets locaux contribuant à enrichir la vie de plus de 2 millions d'enfants et de jeunes chaque année. TELUS a eu l'insigne honneur d'être désignée l'entreprise philanthropique la plus remarquable au monde en 2010 par l'Association of Fundraising Professionals, devenant ainsi la première entreprise canadienne à recevoir cette prestigieuse marque de reconnaissance internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur TELUS, veuillez consulter le site [telus.com](http://telus.com).

### Relations médiatiques

Richard Gilhooley  
(778) 868-0235  
[Richard.Gilhooley@telus.com](mailto:Richard.Gilhooley@telus.com)

### Relations avec les investisseurs

Paul Carpino  
(647) 837-8100  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)

## Accès à l'information sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, les représentants des médias et toute autre personne intéressée peuvent consulter ce communiqué sur les résultats trimestriels, le rapport de gestion, les diapositives sur les résultats trimestriels, la version audio et la transcription de la webdiffusion à l'intention des investisseurs, ainsi que les renseignements financiers supplémentaires et la version intégrale de notre rapport annuel à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs).

La conférence téléphonique de TELUS sur les résultats du premier trimestre de 2017 est fixée au **jeudi 11 mai 2017 à 12 h 30, HE (9 h 30, HP)** et comprendra un exposé suivi d'une période de questions avec les analystes. Les parties intéressées peuvent accéder à la webdiffusion à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs). Un enregistrement sera accessible par téléphone du 11 mai au 15 juin 2017 en composant le 1-855-201-2300. Veuillez utiliser le numéro de réservation 1216329# et le code d'accès 77377#. La webdiffusion sera également archivée à [telus.com/investisseurs](http://telus.com/investisseurs), et la transcription sera affichée sur le site web après quelques jours ouvrables.

**TELUS CORPORATION**

**Rapport de gestion**

**Premier trimestre de 2017**

## Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document contient des énoncés prospectifs portant sur des événements prévus ainsi que sur la performance financière et le rendement opérationnel de TELUS Corporation. Les termes *TELUS*, *la société*, *nous*, *notre*, *nos*, *nôtre* et *nous-mêmes* se rapportent à TELUS Corporation et, dans les cas où le contexte de la description narrative le permet ou l'exige, à ses filiales.

Les énoncés prospectifs incluent tous les énoncés qui ne renvoient pas à des faits historiques. Ils comprennent, sans s'y limiter, des énoncés concernant nos objectifs et nos stratégies aux fins de l'atteinte de ces objectifs, nos cibles, des perspectives, des mises à jour, notre programme pluriannuel de croissance du dividende et notre programme pluriannuel de rachat d'actions. Les mots *hypothèse*, *but*, *indication*, *objectif*, *perspective*, *stratégie*, *cible* et autres expressions semblables ou l'emploi, au futur ou au conditionnel, de verbes tels que *avoir pour but*, *s'attendre à*, *croire*, *pouvoir*, *avoir l'intention de*, *planifier*, *provoquer*, *viser à*, *chercher à*, *devoir* et *s'efforcer de* dénotent généralement des énoncés prospectifs.

Par leur nature, les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques et incertitudes intrinsèques et ils se fondent sur des hypothèses, incluant des hypothèses concernant la conjoncture économique future et les plans d'action. Ces hypothèses pourraient en fin de compte se révéler inexactes; en conséquence, nos résultats ou les événements réels pourraient différer considérablement de nos attentes mentionnées, de façon expresse ou implicite, dans les énoncés prospectifs. Une mise à jour de nos hypothèses pour l'exercice 2017 est présentée à la *rubrique 9*, « *Mise à jour des hypothèses* », du présent rapport de gestion.

Les risques et les incertitudes susceptibles de faire en sorte que le rendement ou les événements réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs formulés dans le présent document et dans les autres documents déposés par TELUS comprennent, sans s'y limiter :

- La concurrence, y compris notre capacité à continuer de fidéliser les clients en leur offrant une expérience client améliorée, incluant le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux mobiles; la capacité des concurrents au sein de l'industrie à lancer avec succès leurs plateformes respectives et à conjuguer des services voix sur IP (« VoIP ») locaux résidentiels, des services interurbains, des services d'accès à Internet haute vitesse et, dans certains cas, des services mobiles moyennant un seul tarif mensuel groupé ou réduit, avec leurs services de télédiffusion ou leurs services de télévision par satellite existants; le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux, et les systèmes de soutien comme les services Internet des objets (« IdO ») en ce qui a trait aux appareils connectés à Internet; l'intense rivalité continue touchant tous les services entre les entreprises de télécommunications offrant des services mobiles et filaires, y compris les nouveaux venus sur le marché ou ceux ayant repositionné leur marque, les câblodistributeurs, d'autres entreprises de communications et des entreprises offrant des services par contournement qui, entre autres choses, crée des pressions sur les produits mensuels moyens par appareil d'abonné (les « PMAA »), sur les frais d'acquisition et de fidélisation et sur les taux de désabonnement liés à tous les services (mobiles et filaires), comme le font les habitudes d'utilisation des clients, la tendance favorisant les tarifs fixes pour les services de transmission de la voix et de données, y compris les forfaits liés aux services de transmission de la voix et de données et la disponibilité croissante des réseaux Wi-Fi permettant la transmission de données; les fusions et les acquisitions de concurrents au sein de l'industrie; les pressions sur les PMAA et les taux de désabonnement liés au service Internet haute vitesse et au service de télévision découlant des conditions du marché, des mesures prises par le gouvernement et des habitudes d'utilisation des clients; les pertes de lignes résidentielles et de lignes d'affaires d'accès au réseau; les ajouts d'abonnés et les volumes de fidélisation des abonnés aux services mobiles, aux services de télévision et au service Internet haute vitesse ainsi que les coûts connexes; notre capacité d'obtenir et d'offrir du contenu en temps opportun au moyen de divers appareils sur les plateformes mobiles et de télévision, à un coût raisonnable.
- Le remplacement de la technologie, y compris l'utilisation réduite et la banalisation accrue des services filaires locaux et interurbains de transmission de la voix traditionnels découlant de l'incidence des applications de services par contournement et du remplacement des services mobiles, le recul général du marché en ce qui concerne les services de télévision payés; l'accroissement du nombre de foyers qui utilisent uniquement des services téléphoniques mobiles ou par Internet; la baisse continue des PMAA tirés des services mobiles de transmission de la voix, en raison notamment du remplacement de la technologie en faveur de la messagerie textuelle et des applications de services par contournement; le remplacement des services mobiles par les services Wi-Fi, lesquels sont de plus en plus accessibles; ainsi que les technologies perturbatrices telles que les services par contournement IP qui pourraient supplanter nos services.
- La technologie, y compris la demande des abonnés visant les services de transmission de données qui pourrait mettre à l'épreuve la capacité des réseaux mobiles et la capacité spectrale dans l'avenir; notre recours à la technologie de l'information et notre besoin de comprendre et de rationaliser nos systèmes existants; les options au chapitre de la technologie, les voies d'évolution des technologies et les plans de mise en œuvre des réseaux filaires et mobiles (y compris les initiatives liées aux réseaux à large bande, telles que le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné [« FTTP »] et le déploiement de petites cellules pour les services mobiles, la technologie mobile 5G et la disponibilité de ressources et notre aptitude à accroître de façon adéquate la capacité du réseau à large bande); notre recours à des ententes de partage de réseau mobile, ce qui a facilité le déploiement de nos technologies mobiles; le choix des fournisseurs et la capacité de ces derniers à maintenir leurs gammes de produits et à offrir des services à l'égard de ces produits, ce qui pourrait avoir une incidence sur la réussite de la mise à niveau et de l'évolution de la technologie que nous offrons (comme TELUS TV<sup>MD</sup>, y compris Télé OPTIK<sup>MD</sup> et TELUS TV Satellite<sup>MD</sup>); le taux de concentration et de pénétration sur le marché des fournisseurs d'équipement pour réseaux, de services TELUS TV et d'appareils mobiles; le rendement de la technologie mobile; notre besoin prévu à long terme d'acquérir du spectre additionnel dans le cadre des futures enchères de spectre et auprès de tiers afin de composer avec la demande croissante visant les services de transmission de données; le déploiement et l'exploitation de nouveaux réseaux filaires à large bande à un coût raisonnable

et d'une disponibilité raisonnable, ainsi que le succès remporté par les nouveaux produits et services lancés sur ces réseaux; la fiabilité du réseau et la gestion des changements; et les incertitudes à l'égard de notre stratégie visant à remplacer certains réseaux, systèmes et services filaires existants afin de réduire les coûts d'exploitation.

- Le niveau des dépenses d'investissement et les décaissements possibles aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre ou auprès de tiers, en raison de nos initiatives liées aux services à large bande, y compris le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques; de notre déploiement continu de plus récentes technologies mobiles telles que la technologie 5G; de l'utilisation du nouveau spectre acquis; des investissements dans la résilience et la fiabilité du réseau; de la demande des abonnés visant les services de transmission de données; des systèmes et des processus d'affaires en pleine évolution; de la mise en œuvre d'initiatives en matière d'efficacité; du soutien relatif aux contrats d'envergure et complexes; ainsi que des futures enchères de spectre pour les services sans fil que doit tenir Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »). Si nous n'atteignons pas nos objectifs au chapitre des résultats d'exploitation et des résultats financiers, cela pourrait influencer sur les niveaux de nos dépenses d'investissement.
- Les décisions réglementaires et les changements à la réglementation, y compris les interventions possibles du gouvernement afin d'accroître davantage la concurrence dans le secteur des services mobiles; l'examen du Code sur les services sans fil du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC »); l'examen des services mobiles de gros du CRTC, dans le cadre duquel il a été déterminé que le CRTC réglera les tarifs d'itinérance liés aux services de gros basés sur la technologie GSM au Canada ainsi que l'établissement de ces tarifs facturés aux fournisseurs de services mobiles; les futures enchères de spectre (y compris les limites visant les fournisseurs de services sans fil établis, le spectre réservé favorisant certaines entreprises de télécommunications et les autres avantages dont bénéficient les nouveaux participants et les participants étrangers ainsi que la quantité de spectre acquis et les coûts engagés pour acquérir ce spectre); les restrictions concernant l'acquisition, la vente et le transfert de licences de spectre; l'incidence à long terme indéterminée de l'examen des services filaires de gros effectué par le CRTC; l'incidence possible de la décision du CRTC d'exiger des remboursements au prorata lorsque les clients annulent les services; l'examen par le CRTC du régime de qualité du service aux concurrents; l'examen par le CRTC du cadre réglementaire relatif au service de relais téléphonique; l'examen par le CRTC des services 9-1-1 de prochaine génération; le retrait progressif proposé par le CRTC relativement au régime de subvention du service local et la mise en place correspondante d'un régime de financement de la large bande afin de prendre en charge l'amélioration des services Internet haute vitesse, principalement dans les régions mal desservies au Canada; l'incidence de l'examen des politiques culturelles effectué par le ministre du Patrimoine canadien; l'intégration verticale de l'industrie de la radiodiffusion ayant fait en sorte que des concurrents sont propriétaires de services de contenu de radiodiffusion ainsi que la mise en application efficace et au moment opportun des balises réglementaires connexes; l'intention du gouvernement fédéral de procéder à un examen de la *Loi sur la radiodiffusion* et de la *Loi sur les communications* annoncée dans le budget fédéral du 22 mars 2017; les restrictions concernant la propriété d'actions ordinaires de TELUS par des non-Canadiens, et la surveillance continue et la conformité à ces restrictions.
- Les questions touchant les ressources humaines, y compris l'embauche, la fidélisation et la formation appropriée du personnel dans un secteur hautement concurrentiel et le niveau de participation des employés.
- Les risques liés aux processus et aux regroupements d'entreprises, y compris notre dépendance à l'égard des systèmes en place et la capacité à offrir et à soutenir de nouveaux produits et services ainsi que les activités commerciales; notre capacité à assurer une gestion efficace des changements liés au remplacement et à la mise à niveau des systèmes, à la réingénierie des processus et à l'intégration des activités (comme notre capacité à faire en sorte que l'intégration de ces acquisitions, les dessaisissements ou l'établissement de partenariats soient fructueux et effectués au moment opportun, et à concrétiser les avantages stratégiques prévus, notamment à respecter les ordonnances réglementaires); le risque que nous ne puissions pas assurer la migration fructueuse des abonnés des services mobiles postpayés et des magasins de Manitoba Telecom Services Inc. que nous avons acquis auprès de BCE Inc.; la mise en œuvre d'ententes complexes avec de grandes entreprises qui pourraient être touchées de façon défavorable par les ressources disponibles, les limites des systèmes et le niveau de collaboration d'autres fournisseurs de services; notre capacité à gérer avec succès nos activités à l'étranger; les atteintes à la sécurité de l'information et à la vie privée, y compris la perte ou le vol de données; les menaces intentionnelles concernant notre infrastructure et nos activités, ainsi que les risques liés aux activités de réaménagement des coentreprises immobilières.
- La capacité de mettre en œuvre avec succès les initiatives en matière de réduction des coûts et de réaliser les économies prévues, déduction faite des coûts de restructuration et autres coûts, tout en demeurant axés sur le service à la clientèle et en s'assurant que ces initiatives n'aient pas d'incidence négative sur les activités commerciales. Les exemples de ces initiatives comprennent notre programme d'efficacité et d'efficacité opérationnelles visant à soutenir une amélioration du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA »), y compris les avantages prévus de l'initiative de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis; l'intégration des activités; l'impartition des processus d'affaires; les activités de délocalisation et de réorganisation, y compris tous programmes de réduction du nombre d'employés équivalents temps plein (« ETP »); les initiatives d'approvisionnement; ainsi que la rationalisation de biens immobiliers. Nous continuerons d'évaluer et de mettre en œuvre, le cas échéant, d'autres initiatives d'efficacité et d'efficacité au chapitre des produits et des coûts.
- Les exigences en matière de financement et d'endettement, y compris notre capacité d'effectuer des financements et de maintenir des notations du crédit de première qualité se situant dans la fourchette BBB+, ou des notations équivalentes.
- La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende jusqu'en 2019 et la capacité de maintenir et d'exécuter notre programme pluriannuel de rachat d'actions jusqu'en 2019. Ces programmes pourraient être touchés par des facteurs comme l'environnement concurrentiel, la performance économique au Canada, notre bénéfice et nos flux de

trésorerie disponibles, le niveau de nos dépenses d'investissement et l'acquisition de licences de spectre, ainsi que les décisions et les faits nouveaux en matière de réglementation. Les décisions concernant les dividendes trimestriels sont assujetties à une évaluation et à une détermination effectuées par le conseil d'administration (le « conseil ») en fonction de la situation financière et des perspectives de la société. Le programme de rachat d'actions pourrait être touché par tout changement quant à notre intention de racheter des actions, par l'évaluation et la détermination effectuées de temps à autre par le conseil en fonction de la situation financière et des perspectives de la société, ainsi que par le cours des actions de TELUS sur le marché. En conséquence, il n'existe aucune certitude que ces programmes seront maintenus jusqu'en 2019.

- Les questions fiscales, y compris les interprétations de lois fiscales complexes par les administrations fiscales qui pourraient différer de nos interprétations; les modifications apportées aux lois fiscales, y compris les taux d'imposition; le fait que les charges d'impôt varient considérablement des montants prévus; le fait qu'il n'est plus possible de différer l'impôt sur le résultat au moyen de l'utilisation de fins d'année d'imposition différentes pour les sociétés de personnes en exploitation et les entreprises associées; ainsi que l'adoption de procédures de vérification plus rigoureuses par les administrations responsables de la perception des impôts.
- Les litiges et les questions d'ordre juridique, y compris notre capacité à faire en sorte que notre défense dans le cadre des enquêtes, des instances réglementaires, des réclamations et des poursuites, y compris les réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et les recours collectifs dont nous faisons l'objet, ainsi que des poursuites, réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle et recours collectifs possibles fondés sur des réclamations faites par des consommateurs, des infractions aux données personnelles, à la vie privée et à la sécurité, ainsi que la responsabilité sur le marché secondaire, soit couronnée de succès; de même que le caractère complexe que revêt la conformité aux lois au pays et à l'étranger.
- La santé, la sécurité et l'environnement, y compris le temps de travail perdu découlant d'une maladie ou d'une blessure; les préoccupations du public relatives aux émissions de radiofréquences; les questions d'ordre environnemental qui touchent nos activités, incluant le changement climatique, les déchets et le recyclage des déchets; les risques liés aux systèmes d'alimentation au carburant dans nos immeubles; et les attentes en constante évolution du gouvernement et du public pour ce qui est des questions environnementales et de nos réponses.
- Les événements touchant la poursuite des activités, y compris notre capacité à maintenir notre service à la clientèle et à exploiter nos réseaux en cas d'erreurs humaines ou de menaces liées aux interventions humaines, telles que les cyberattaques et les pannes d'équipement susceptibles d'entraîner diverses interruptions du réseau; les perturbations de la chaîne d'approvisionnement; les menaces de catastrophes naturelles; les épidémies; les pandémies; ainsi que l'exhaustivité et l'efficacité des plans et des mesures de continuité des activités et de reprise après sinistre.
- La croissance et les fluctuations de l'économie, y compris la situation économique au Canada, qui pourrait être touchée par des faits nouveaux d'ordre économique et d'autres faits nouveaux à l'étranger, y compris l'issue possible de politiques et de mesures encore inconnues à ce jour pouvant être adoptées par la nouvelle administration américaine; les taux d'intérêt futurs; l'inflation; les taux de chômage; l'incidence des faibles prix du pétrole; l'incidence des faibles dépenses des entreprises (notamment une réduction des investissements et de la structure de coûts); le rendement et la capitalisation des régimes de retraite de même que les taux d'actualisation; ainsi que les taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain.

Ces risques sont décrits plus en détail à la *rubrique 9, « Tendances générales, perspectives et hypothèses »*, et à la *rubrique 10, « Risques et gestion des risques »*, de notre rapport de gestion annuel 2016. Cette description est intégrée par renvoi dans la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs et ne vise pas à constituer une liste exhaustive des risques susceptibles d'avoir une incidence sur la société.

Un grand nombre de ces facteurs sont indépendants de notre volonté ou de nos attentes ou de nos connaissances actuelles. D'autres risques et incertitudes dont nous n'avons actuellement pas connaissance ou que nous considérons non significatifs à l'heure actuelle pourraient également avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière, notre performance financière, nos flux de trésorerie, nos activités ou notre réputation. Sauf indication contraire dans le présent document, les énoncés prospectifs formulés dans ce document ne reflètent pas l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des fusions, acquisitions, cessions ou autres regroupements d'entreprises ou transactions qui pourraient être annoncés ou qui pourraient survenir après la date du présent document.

Les lecteurs sont mis en garde de ne pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs formulés dans le présent document décrivent nos attentes; ils se fondent sur nos hypothèses à la date du présent document et ils pourraient être modifiés après cette date. Sauf dans les cas exigés par la loi, nous n'avons pas l'intention ni l'obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs.

Tous les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont assujettis à la présente mise en garde concernant les énoncés prospectifs.

**Rapport de gestion**

Le 11 mai 2017

**Table des matières**

<b>Rubrique</b>	<b>Description</b>
1. Introduction	1.1 Préparation du rapport de gestion 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités 1.3 Faits saillants – données consolidées
2. Activités principales et stratégie	
3. Priorités de la société pour 2017	
4. Capacités	4.1 Principaux marchés et concurrents 4.2 Ressources opérationnelles 4.3 Situation de trésorerie et sources de financement 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière
5. Analyse des résultats d'exploitation	5.1 Généralités 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et des tendances 5.3 Résultats d'exploitation consolidés 5.4 Secteur des services mobiles 5.5 Secteur des services filaires
6. Évolution de la situation financière	
7. Situation de trésorerie et sources de financement	7.1 Aperçu 7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation 7.3 Sorties liées aux activités d'investissement 7.4 Entrées liées aux activités de financement 7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement 7.6 Facilités de crédit 7.7 Vente de créances clients 7.8 Notations du crédit 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels 7.10 Information sur les actions en circulation 7.11 Transactions entre parties liées
8. Questions comptables	8.1 Estimations comptables critiques 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables
9. Mise à jour des hypothèses	9.1 Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications
10. Risques et gestion des risques	
11. Définitions et rapprochements	11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières 11.2 Indicateurs opérationnels

## 1. Introduction

Les énoncés prospectifs présentés dans la présente rubrique, y compris les estimations de la croissance économique, sont assujettis à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

### 1.1 Préparation du rapport de gestion

Les rubriques qui suivent constituent une analyse de la situation financière et de la performance financière consolidées de TELUS pour le trimestre clos le 31 mars 2017, qui doit être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés de TELUS au 31 mars 2017 (les « états financiers consolidés intermédiaires »). Les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») que nous utilisons sont les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Nos états financiers consolidés intermédiaires sont conformes aux IFRS de l'IASB et aux PCGR du Canada, et ils ont été préparés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*. L'utilisation du terme IFRS dans le présent rapport de gestion fait référence à ces normes. Dans notre analyse, nous utilisons également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer notre rendement, surveiller le respect des clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et gérer notre structure du capital. Ces mesures sont définies clairement et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables à la *rubrique 11.1*. Sauf indication contraire, tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

Des renseignements supplémentaires concernant la société, y compris notre notice annuelle et d'autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités de réglementation semblables au Canada, sont disponibles sur le site SEDAR ([sedar.com](http://sedar.com)). Les documents que nous déposons auprès de la Securities and Exchange Commission aux États-Unis, y compris le formulaire 40-F, sont disponibles sur le site EDGAR ([sec.gov](http://sec.gov)).

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée en temps opportun à la haute direction, pour que les décisions appropriées concernant les informations à fournir au public puissent être prises. Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été revus par notre comité d'audit, et notre conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé leur publication le 11 mai 2017.

Sauf indication contraire, les résultats du premier trimestre de 2017 (trimestre clos le 31 mars 2017) présentés dans le présent rapport de gestion sont comparés aux résultats du premier trimestre de 2016 (trimestre clos le 31 mars 2016).

### 1.2 Environnement au sein duquel nous exerçons nos activités

Pour mieux apprécier notre réussite et les défis auxquels nous faisons face, il est essentiel de considérer l'environnement au sein duquel nous exerçons nos activités, y compris les facteurs économiques d'ordre plus généraux qui touchent nos clients et notre société, ainsi que l'industrie concurrentielle au sein de laquelle nous exerçons nos activités. Nos estimations concernant l'environnement au sein duquel nous évoluons constituent également un élément important des hypothèses sur lesquelles nos objectifs se fondent.

#### Croissance de l'économie

Nous estimons à l'heure actuelle que la croissance annuelle de l'économie au Canada en 2017 sera de 2,2 %, selon une combinaison d'estimations formulées par des banques canadiennes et d'autres sources. En ce qui concerne les provinces de l'Ouest canadien où nous sommes une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »), nous estimons à l'heure actuelle que la croissance annuelle de l'économie en 2017 se chiffrera à 2,3 % en Colombie-Britannique, et à 2,4 % en Alberta. Dans son Rapport sur la politique monétaire d'avril 2017, la Banque du Canada estime que la croissance annuelle de l'économie canadienne sera de 2,6 % en 2017.

Selon l'Enquête sur la population active publiée par Statistique Canada pour le mois de mars 2017, le taux de chômage au pays s'est élevé à 6,7 % (6,9 % en décembre 2016 et 7,1 % en mars 2016). Le taux de chômage en Colombie-Britannique s'est établi à 5,4 % en mars 2017 (5,8 % en décembre 2016 et 6,5 % en mars 2016), et il était de 8,4 % en Alberta en mars 2017 (8,5 % en décembre 2016 et 7,1 % en mars 2016).

### 1.3 Faits saillants – données consolidées

#### **Entente relative à Manitoba Telecom Services Inc. conclue avec BCE Inc.**

En mai 2016, la société a annoncé la conclusion d'une entente avec BCE Inc. (« BCE »), en vertu de laquelle elle fera l'acquisition d'une partie des abonnés des services mobiles postpayés de Manitoba Telecom Services Inc. (« MTS ») et des magasins de MTS au Manitoba, sous réserve de la conclusion de l'acquisition de MTS par BCE et de l'obtention des approbations réglementaires. Le 17 mars 2017, BCE a conclu l'acquisition de MTS. La clôture de la transaction conclue avec TELUS a eu lieu le 1<sup>er</sup> avril 2017, et la migration d'abonnés vers TELUS sera effectuée au cours des prochains mois de façon harmonieuse. Nous avons acquis environ le quart des abonnés des services mobiles postpayés de MTS, ainsi que certains actifs liés au réseau et les droits relatifs à 15 magasins de détail au Manitoba, en contrepartie d'un montant en trésorerie d'environ 300 millions de dollars; le prix total de la transaction conclue avec BCE variera en fonction du nombre réel d'abonnés des services mobiles postpayés admissibles de MTS dont nous assurerons la migration.

#### **Émission de titres de créance à long terme**

Le 6 mars 2017, nous avons émis des billets de premier rang non garantis à 3,70 % d'un montant de 500 millions de dollars US, échéant dans 10,5 ans, ainsi que des billets de premier rang non garantis à 4,70 % d'un montant de 325 millions de dollars échéant dans 31 ans. Le produit a servi à financer le remboursement, à l'échéance, d'une tranche de 700 millions de dollars du montant en capital impayé sur les billets de série CD de TELUS arrivant à échéance en mars 2017, à rembourser une tranche de l'encours du papier commercial, et aux fins générales de la société. En ce qui concerne l'émission de billets libellés en dollars américains, nous avons entièrement couvert le montant en capital et les obligations au titre des intérêts contre les fluctuations du taux de change du dollar canadien pour toute la durée des billets en recourant à des dérivés de change (des swaps de devises) qui ont effectivement servi à convertir les paiements en capital et les obligations au titre des intérêts en obligations libellées en dollars canadiens relativement auxquelles le taux d'intérêt fixe effectif est de 3,41 % et le montant émis et en circulation effectif est de 667 millions de dollars (reflétant un taux de change fixe de 1,3348 \$). La durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme [excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International (Cda) Inc. (« TELUS International »)] a augmenté pour s'établir à environ 11,3 ans au 31 mars 2017, par rapport à environ 10,4 ans au 31 décembre 2016. Le taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International) a diminué pour s'établir à 4,16 % au 31 mars 2017, par rapport à 4,22 % au 31 décembre 2016 et à 4,32 % au 31 mars 2016.

**Faits saillants – données consolidées**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2017	2016	Variation
<b>Comptes consolidés de résultat</b>			
Produits d'exploitation	3 198	3 108	2,9 %
Bénéfice d'exploitation	729	640	13,9 %
Bénéfice avant impôt	591	517	14,3 %
Bénéfice net	441	378	16,7 %
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	433	378	14,6 %
Bénéfice par action (BPA) (en dollars)			
BPA de base	0,73	0,64	14,1 %
BPA de base ajusté <sup>1</sup>	0,74	0,70	5,7 %
BPA dilué	0,73	0,64	14,1 %
Dividendes déclarés par action ordinaire (en dollars)	0,48	0,44	9,1 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de base (en millions)	591	593	(0,5) %
<b>Tableaux consolidés des flux de trésorerie</b>			
Entrées liées aux activités d'exploitation	709	563	25,9 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(822)	(660)	(24,5) %
Dépenses d'investissement	(724)	(618)	(17,2) %
Entrées liées aux activités de financement	475	352	34,9 %
<b>Autres faits saillants</b>			
Nombre de connexions d'abonnés <sup>2</sup> (en milliers)	12 683	12 443	1,9 %
BAIIA (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) <sup>1</sup>	1 261	1 140	10,6 %
Coûts de restructuration et autres coûts <sup>1</sup>	4	48	(91,7) %
BAIIA ajusté <sup>3</sup>	1 265	1 188	6,4 %
Marge du BAIIA ajusté <sup>4</sup> (en %)	39,5	38,2	1,3 pt
Flux de trésorerie disponibles <sup>1</sup>	217	108	100,9 %
Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts <sup>1</sup> (fois)	2,73	2,74	(0,01)

Abréviations utilisées dans le rapport de gestion : n.s. – non significatif; pts – points de pourcentage

- Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières. Se reporter à la *rubrique 11.1*.
- Le total du nombre d'appareils d'abonnés actifs aux services mobiles, de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV (abonnés au service Télé OPTIK et abonnés au service TELUS TV Satellite) à la fin des périodes respectives, calculé à l'aide de renseignements tirés du système de facturation et d'autres systèmes. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un montant net de 1 000, de 4 000 et de 5 000, respectivement, et il ne sont pas pris en compte dans les mesures relatives aux ajouts nets d'abonnés présentées à la *rubrique 5.5*.
- Le BAIIA ajusté exclut les coûts de restructuration et autres coûts.
- La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits d'exploitation.

**Faits saillants de l'exploitation**

- Les **produits d'exploitation consolidés** se sont accrus de 90 millions de dollars en 2017 :

Les produits tirés des services ont augmenté de 103 millions de dollars en 2017, en raison principalement de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile et des services filaires de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix existants.

Les produits tirés de l'équipement ont diminué de 14 millions de dollars en 2017, résultat qui reflète la hausse des coûts de financement par appareil du secteur des services mobiles, la réduction des volumes de fidélisation du secteur des services mobiles et l'intensification de la concurrence touchant les services mobiles.

Les autres produits d'exploitation ont augmenté de 1 million de dollars en 2017.

Pour de plus amples renseignements sur les produits d'exploitation, se reporter à la *rubrique 5.4*, « Secteur des services mobiles », et à la *rubrique 5.5*, « Secteur des services filaires ».

- Au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2017, le total du **nombre de connexions d'abonnés** a augmenté de 240 000, ce qui représente une hausse de 3,8 % du nombre d'abonnés aux services mobiles postpayés, une hausse de 5,3 % du nombre d'abonnés au service TELUS TV, et une croissance de 5,4 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse, résultats neutralisés en partie par la réduction de 8,4 % du nombre d'abonnés aux services mobiles prépayés et par la baisse de 6,2 % des lignes résidentielles filaires d'accès au réseau.

Les ajouts nets d'abonnés aux services mobiles postpayés se sont établis à 44 000 en 2017, en hausse de 36 000 par rapport à 2016, ce qui tient au fait que l'augmentation des ajouts bruts découlant du succès remporté par les promotions ciblées, de nos efforts axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée et de la migration des abonnés des services prépayés a été neutralisée en partie par l'intensification de la concurrence. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,93 % en 2017, comparativement à 0,97 % en 2016. (Se reporter à la *rubrique 5.4*, « *Secteur des services mobiles* », pour de plus amples renseignements.)

Les ajouts nets d'abonnés au service Internet haute vitesse se sont établis à 24 000 en 2017, en hausse de 12 000 par rapport à 2016. L'augmentation est attribuable à l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné (« FTTP »), ainsi qu'à l'offre de services d'accès à Internet haute vitesse sur notre réseau LTE. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV se sont établis à 7 000 en 2017, soit une baisse de 4 000 par rapport à 2016. La baisse reflète la réduction des ajouts bruts et les pertes d'abonnés aux services de télévision par satellite en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'incidence de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Ces pressions ont été neutralisées en partie par la priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services. Cela s'est traduit par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 141 000, ou 5,4 %, par rapport à l'exercice précédent. (Se reporter à la *rubrique 5.5*, « *Secteur des services filaires* », pour de plus amples renseignements.)

- Le **bénéfice d'exploitation** a augmenté de 89 millions de dollars en 2017, résultat qui reflète la croissance du BAIIA, facteur neutralisé en partie par la hausse du total de la dotation aux amortissements découlant de l'accroissement des dépenses d'investissement liées aux immobilisations et aux immobilisations incorporelles, ainsi que par l'incidence du processus continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs.

Le **BAIIA** comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Le BAIIA a augmenté de 121 millions de dollars en 2017, en raison de la croissance des produits tirés des services de réseau mobile, de l'accroissement des produits tirés des services filaires de transmission de données, de la diminution de la charge au titre des avantages du personnel et de la réduction des coûts de restructuration et autres coûts, facteurs neutralisés en partie par la baisse continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants.

Le **BAIIA ajusté** exclut les coûts de restructuration et autres coûts. Il s'est accru de 77 millions de dollars en 2017. (Se reporter à la *rubrique 5.4*, « *Secteur des services mobiles* », et à la *rubrique 5.5*, « *Secteur des services filaires* », pour de plus amples renseignements.)

- Le **bénéfice avant impôt** a augmenté de 74 millions de dollars en 2017, ce qui reflète la hausse du bénéfice d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des coûts de financement. L'accroissement des coûts de financement découle de la diminution des intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif ayant trait aux licences de spectre visant le spectre qui est en cours de déploiement, et de la hausse du solde moyen de la dette à long terme. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les profits de change (Se reporter à « *Coûts de financement* », à la *rubrique 5.3*.)
- L'**impôt sur le résultat** a augmenté de 11 millions de dollars en 2017, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt, facteur neutralisé en partie par la réduction de l'impôt sur le résultat à l'étranger.
- Le **bénéfice net attribuable aux actions ordinaires** s'est accru de 55 millions de dollars en 2017, résultat qui reflète la hausse du bénéfice d'exploitation, facteur neutralisé en partie par l'accroissement des coûts de financement et par l'augmentation de l'impôt sur le résultat. En excluant les coûts de restructuration et autres coûts, ainsi que les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, le bénéfice net ajusté a augmenté de 23 millions de dollars, ou 5,6 %, en 2017.

#### Analyse du bénéfice net

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	433	378	55
Ajouter :			
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt	4	35	(31)
Ajustements défavorables liés à l'impôt sur le résultat	—	1	(1)
Bénéfice net ajusté	437	414	23

- Le **BPA de base** a augmenté de 0,09 \$, ou 14,1 %, en 2017. En excluant l'incidence des coûts de restructuration et autres coûts, le BPA de base a augmenté de 0,04 \$.

#### Analyse du BPA de base

Trimestres clos les 31 mars (en dollars)	2017	2016	Variation
BPA de base	0,73	0,64	0,09
Ajouter :			
Coûts de restructuration et autres coûts après impôt, par action	0,01	0,06	(0,05)
BPA de base ajusté	0,74	0,70	0,04

- Les **dividendes déclarés par action ordinaire** se sont établis à 0,48 \$ au premier trimestre de 2017, en hausse de 9,1 %. Ce résultat est conforme à l'annonce selon laquelle nous comptons effectuer des hausses de dividendes continues, la hausse annuelle devant se situer entre 7 % et 10 % jusqu'en 2019. Le 10 mai 2017, le conseil a déclaré un dividende pour le deuxième trimestre de 0,4925 \$ par action sur les actions ordinaires émises et en circulation, payable le 4 juillet 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 juin 2017. Le dividende déclaré pour le deuxième trimestre reflète une hausse cumulative de 0,0325 \$ par action, ou 7,1 %, par rapport au dividende par action de 0,46 \$ déclaré à l'exercice précédent.

#### Faits saillants – situation de trésorerie et sources de financement

- Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** au 31 mars 2017 était de 2,73 fois, en baisse légèrement par rapport à 2,74 fois au 31 mars 2016, l'augmentation de la dette nette ayant été à peu près neutralisée par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. (Se reporter à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », et à la *rubrique 7.5*, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)
- Les **entrées liées aux activités d'exploitation** ont augmenté de 146 millions de dollars en 2017, en raison de la croissance du BAIIA ajusté et de la diminution des paiements d'impôt sur le résultat, facteurs neutralisés en partie par la hausse des intérêts payés.
- Les **sorties liées aux activités d'investissement** ont augmenté de 162 millions de dollars en 2017, en raison de la hausse des dépenses d'investissement. Les **dépenses d'investissement** ont augmenté de 106 millions de dollars en 2017, en raison principalement des dépenses d'investissement générationnelles continues liées à l'infrastructure à large bande et des investissements aux fins de l'amélioration du réseau au Manitoba visant à accroître la couverture, la capacité et les vitesses afin d'améliorer considérablement l'expérience client et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de MTS. Les investissements dans notre infrastructure à large bande comprennent notre réseau à fibres optiques, qui permet la prise en charge de la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G, ainsi qu'assurer le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. (Se reporter à la *rubrique 7.3*, « *Sorties liées aux activités d'investissement* ».)
- Les **entrées liées aux activités de financement** se sont élevées à 475 millions de dollars en 2017, en hausse de 123 millions de dollars par rapport à 2016. Ce résultat s'explique essentiellement par l'émission de billets de premier rang non garantis à 3,70 % d'un montant de 500 millions de dollars US et de billets de premier rang non garantis à 4,70 % d'un montant de 325 millions de dollars, facteur neutralisé en partie par le remboursement des billets de série CD à 4,95 %. (Se reporter à la *rubrique 7.4*, « *Entrées liées aux activités de financement* ».)
- Les **flux de trésorerie disponibles** se sont accrus de 109 millions de dollars en 2017, résultat qui découle de la hausse du BAIIA ajusté et de la diminution des paiements d'impôt sur le résultat, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des dépenses d'investissement. (Se reporter aux calculs à la *rubrique 11.1*, « *Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières* ».)

## 2. Activités principales et stratégie

Nos activités principales sont décrites dans notre rapport de gestion annuel 2016. Nous présentons ci-après une mise à jour de nos activités en fonction des impératifs stratégiques pertinents.

### **Cibler inlassablement les marchés en croissance des services de transmission de données, IP et mobile**

Les produits tirés des services mobiles externes et des services filaires de transmission de données ont totalisé 2,8 milliards de dollars en 2017, soit une hausse de 123 millions de dollars, ou 4,6 %, et les autres produits ont totalisé 380 millions de dollars en 2017, en baisse de 33 millions de dollars, ou 8,0 %. Les produits tirés des services mobiles et des services filaires de transmission de données représentent au total 88 % de nos produits consolidés pour 2017, par rapport à 87 % pour la période correspondante de 2016.

### **Offrir des solutions intégrées qui démarquent TELUS de ses concurrents**

En mars 2017, la solution de dossier médical électronique (DME) Med Access de TELUS Santé, versions 4.9 et 5.0, a reçu une nouvelle certification de DME de catégorie nationale d'Inforoute Santé du Canada. Med Access est une solution de DME configurable fondée sur le Web qui s'adapte aux préférences des cliniques et des utilisateurs et qui peut être mise en service dans un cabinet de médecin. Cette solution a été certifiée pour une première fois en août 2012, et elle continue de se conformer aux normes nationales et internationales en matière de protection de la vie privée, de sécurité et d'interopérabilité.

Dans le cadre du programme pilote Mobility for Good de TELUS, nous collaborons avec le ministère des Enfants et du Développement de la famille de la Colombie-Britannique pour appuyer les jeunes adultes en famille d'accueil durant leur transition vers l'autonomie en leur offrant un téléphone intelligent et un forfait de services mobiles de TELUS entièrement financé. Le programme pilote sera d'abord lancé en Colombie-Britannique, et en Ontario plus tard au cours de 2017. Le programme Mobility for Good de TELUS met à profit le programme Branché pour l'avenir de TELUS lancé au quatrième trimestre de 2016, qui offre un service Internet à domicile financé par TELUS ainsi qu'un accès à des ordinateurs à bas prix et à des programmes gratuits d'alphabétisation numérique, y compris TELUS AVERTI, à des familles monoparentales à faible revenu qui reçoivent une aide au revenu ou des allocations d'invalidité.

### **Se doter de moyens nationaux pour les services de données, IP, de voix et mobile**

Au cours du trimestre, nous avons annoncé des investissements dans la fibre optique de 250 millions de dollars et de 55 millions de dollars, respectivement, dans les municipalités de Surrey et de Chilliwack, en Colombie-Britannique, qui permettront de brancher plus de 90 % des foyers et des entreprises au réseau PureFibre<sup>MC</sup> de TELUS avant la fin de 2018. Par ailleurs, nous avons annoncé un investissement de 150 millions de dollars qui permettra de déployer le réseau TELUS PureFibre dans la municipalité de Burnaby, en Colombie-Britannique, avant la fin de 2019, et un investissement de 12 millions de dollars qui permettra de déployer le réseau dans la municipalité de Kitimat, en Colombie-Britannique, avant la fin de 2017. Après le 31 mars 2017, nous avons annoncé des investissements dans la fibre optique au Québec, notamment un investissement de 80 millions de dollars dans la région de la Ville de Québec, un investissement de 30 millions de dollars dans la région du Bas-Saint-Laurent, un investissement de 30 millions de dollars en Gaspésie, et un investissement de 15 millions de dollars sur la Côte-Nord.

### **Créer des partenariats et procéder à des acquisitions et à des désinvestissements pour accélérer la mise en œuvre de notre stratégie et concentrer nos ressources sur nos activités de base**

Comme il est fait mention à la *rubrique 1.3*, BCE a vendu à TELUS environ le quart des abonnés aux services mobiles postpayés de MTS, certains actifs liés au réseau de MTS et 15 magasins de détail de MTS. Nous sommes impatients d'assurer la migration des abonnés et des magasins de MTS au cours des prochains mois de façon harmonieuse. De plus, nous avons élargi et amélioré notre réseau au Manitoba, comme il est décrit à la *rubrique 7.3*. Nous avons également mis en place le Comité d'investissement communautaire de TELUS au Manitoba, comme il est décrit dans la section sur l'impératif stratégique ci-dessous.

TELUS Santé et le Groupe DOmedic, Inc. ont annoncé la conclusion d'un partenariat en vue d'améliorer les suivis en santé et la gestion des médicaments pour les personnes âgées grâce à xPill PHARMA, une solution offerte par DOmedic aux résidences pour personnes âgées qui est connectée aux pharmaciens par l'intermédiaire de la solution de gestion en pharmacie de TELUS Santé. La solution xPill PHARMA est une plateforme de gestion des médicaments intégrée qui permet un échange d'information continu en temps réel entre le personnel des résidences pour personnes âgées et les pharmaciens du Canada, afin d'administrer et de distribuer des médicaments selon un cycle optimisé.

### **Pénétrer le marché comme une seule et même équipe, sous une seule marque et en mettant en œuvre une stratégie unique**

En février 2017, nous avons officiellement lancé le Comité d'investissement communautaire de TELUS au Manitoba, qui fournira un financement annuel de 500 000 \$ aux organismes de bienfaisance locaux dont l'objectif est d'améliorer la vie des jeunes et des familles en se concentrant sur la santé, l'éducation et l'environnement. Cet apport s'inscrit dans le cadre de l'engagement de TELUS visant à investir un total de 1 million de dollars dans les collectivités au Manitoba en 2017.

Les membres de notre équipe collaborent aux fins de la mise en œuvre de notre grande priorité, qui est d'accorder la priorité aux clients, tandis que nous nous efforçons d'offrir constamment une expérience client exceptionnelle et de devenir la société la plus recommandée dans les marchés où nous offrons des services. En avril 2017, le bureau du Commissaire aux plaintes relatives aux services de télécommunications (le « CPRST ») a publié son rapport semestriel. Une fois de plus, TELUS a fait l'objet du plus faible nombre de plaintes de clients par rapport à toutes les autres entreprises de télécommunications nationales, et Koodo a fait l'objet du plus faible nombre de plaintes de clients présentées relativement aux marques dérivées au pays. Du total des plaintes de clients acceptées par le CPRST, 7,0 %, 2,9 % et 1,4 %, respectivement, concernaient TELUS, Koodo et Public Mobile, soit 11,3 % de l'ensemble des plaintes présentées, tandis que notre part du marché des abonnés aux services mobiles au Canada est d'environ 28,0 %.

### **3. Priorités de la société pour 2017**

Les priorités de la société pour 2017 sont présentées dans le tableau ci-dessous.

- Tenir la promesse de la marque Le futur est simple<sup>MD</sup> de TELUS en accordant la priorité aux clients
- Améliorer notre culture gagnante pour assurer la pérennité de notre avantage concurrentiel
- Générer une croissance rentable du chiffre des ventes tout en améliorant notre efficacité opérationnelle
- Accroître notre avantage concurrentiel en offrant des technologies, des réseaux et des systèmes évolués qui sont axés sur les clients et qui comptent parmi les plus fiables au monde
- Assurer la position de chef de file de TELUS sur des marchés choisis des secteurs commercial, public et international
- Consolider le leadership de TELUS en matière de gestion de l'information en soins de santé pour offrir de meilleurs résultats à tous

### **4. Capacités**

Les énoncés prospectifs présentés dans la présente rubrique, y compris les énoncés concernant notre programme de croissance du dividende et nos objectifs financiers présentés à la *rubrique 4.3*, sont assujettis à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

#### **4.1 Principaux marchés et concurrents**

Pour une analyse de nos principaux marchés, de même qu'un aperçu de la concurrence, se reporter à la *rubrique 4.1* de notre rapport de gestion annuel 2016.

#### **4.2 Ressources opérationnelles**

Pour une analyse de nos ressources opérationnelles, se reporter à la *rubrique 4.2* de notre rapport de gestion annuel 2016.

##### **Secteur des services mobiles**

Au premier trimestre de 2017, nous avons continué d'occuper une place dominante au chapitre des taux de désabonnement combinés à l'échelle nationale. Le taux de désabonnement mensuel des abonnés des services postpayés s'est établi à 0,93 % au premier trimestre de 2017, ce qui constitue le 14<sup>e</sup> des 15 derniers trimestres au cours desquels notre taux de désabonnement des abonnés des services postpayés est en deçà de 1 %, malgré la forte concurrence, les pressions d'ordre économique et la hausse du taux de désabonnement des abonnés branchés à notre réseau AMRC tenant au fait que nous allons mettre fin à l'exploitation de ce réseau à l'échelle nationale au deuxième trimestre de 2017. Le taux de désabonnement mensuel combiné, qui est défini à la *rubrique 11.2*, s'est établi à 1,18 % au premier trimestre de 2017, soit le taux de désabonnement le plus faible enregistré au premier trimestre depuis que nous sommes devenus une entreprise de télécommunications nationale il y a 17 ans. Cela constitue un autre exemple du succès attribuable à la culture qui nous démarque et qui vise à accorder la priorité aux clients ainsi qu'à l'attention que nous continuons de porter à la prestation d'une expérience client exceptionnelle, conjuguées aux nouveaux produits et services attrayants que nous offrons et à nos programmes de fidélisation.

Depuis le milieu de 2013, nous avons investi plus de 3,6 milliards de dollars pour acquérir des licences de spectre pour les services sans fil dans le cadre des enchères tenues et d'autres transactions, et nous avons ainsi plus que doublé le spectre que nous détenons à l'échelle nationale afin de soutenir notre objectif visant à accorder la priorité aux clients. La consommation de données mobiles augmente rapidement, et nous avons en conséquence effectué des investissements afin d'accroître la capacité de notre réseau pour prendre en charge la plus importante consommation de données et la croissance du nombre d'abonnés aux services mobiles.

Au 31 mars 2017, notre réseau 4G LTE (d'après l'anglais *long-term evolution*) couvrait 98 % de la population canadienne, soit une augmentation par rapport à près de 97 % au 31 mars 2016. De plus, nous avons continué d'investir dans le lancement de notre réseau fondé sur les technologies LTE évoluées, qui couvrait plus de 80 % de la population canadienne au 31 mars 2017. À l'extérieur des zones de couverture du réseau LTE et du réseau LTE évolué, et en ce qui concerne les services de transmission de la voix, les appareils fondés sur la technologie LTE que nous offrons fonctionnent également sur notre réseau HSPA+, qui couvrait 99 % de la population canadienne au 31 mars 2017.

### **Secteur des services filaires**

Nous avons continué d'investir dans les collectivités urbaines et rurales et nous nous engageons à fournir des capacités en matière de réseau à large bande au plus grand nombre possible de Canadiens. Nous avons accru le déploiement de la fibre optique en branchant directement plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques. Au cours de 2016 et en 2017, nous avons annoncé des investissements aux fins du déploiement de notre réseau à fibres optiques dans diverses villes de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'est du Québec. En outre, nous avons accru les vitesses du service Internet à large bande, nous avons élargi notre bibliothèque de vidéos sur demande offertes dans le cadre des services TV ainsi que le contenu haute définition, y compris le contenu télé 4K, et nous avons amélioré la commercialisation des produits et services groupés de transmission de données.

Au 31 mars 2017, notre réseau à large bande haute vitesse couvrait environ 3 millions de foyers et d'entreprises en Colombie-Britannique, en Alberta et dans l'est du Québec, y compris environ 1,15 million de foyers et d'entreprises couverts par nos installations à fibres optiques, en hausse par rapport à 0,75 million au premier trimestre de 2016, qui fournissent à ceux-ci un accès immédiat à notre réseau gigabit à fibres optiques.

## **4.3 Situation de trésorerie et sources de financement**

### **Politiques financières liées à la structure du capital**

Nous gérons le capital dans le but de maintenir une structure du capital souple qui optimise le coût et la disponibilité du capital en fonction d'un risque acceptable.

Dans notre définition du capital et aux fins de la gestion du capital, nous incluons les actions ordinaires (excluant le cumul des autres éléments du résultat global), la dette à long terme (y compris les facilités de crédit à long terme, le papier commercial adossé aux facilités de crédit à long terme et tous les actifs ou passifs de couverture connexes, déduction faite des montants inscrits dans le cumul des autres éléments du résultat global), la trésorerie et les placements temporaires, ainsi que les créances clients titrisées.

Nous gérons notre structure du capital et ajustons celle-ci en fonction des variations de la conjoncture et des risques liés à notre infrastructure de télécommunications. Afin de maintenir ou d'ajuster notre structure du capital, nous pouvons modifier le montant des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires, pouvons racheter des actions à des fins d'annulation dans le cadre de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pouvons émettre de nouveaux titres de créance, pouvons émettre de nouveaux titres de créance afin de remplacer une dette existante dotée de caractéristiques différentes, pouvons émettre de nouvelles actions, et/ou pouvons accroître ou réduire le montant des créances clients vendues à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance.

Nous surveillons le capital au moyen de diverses mesures, notamment le ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuring et autres coûts, ainsi que le ratio de distribution. (Se reporter aux définitions, à la rubrique 11.1.)

## Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

### Compte rendu – Plan financier et plan de gestion de la structure du capital

#### Payer des dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires en vertu de notre programme pluriannuel de croissance du dividende

- En mai 2016, nous avons annoncé que nous comptons effectuer des hausses de dividendes semestrielles continues, la hausse annuelle s'élevant de 7 % à 10 % entre 2017 et la fin de 2019, prolongeant par le fait même la politique annoncée en mai 2011. Nonobstant cet objectif, les décisions touchant les dividendes continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil ainsi qu'à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives sur une base trimestrielle. Notre indication concernant le ratio de distribution à long terme est de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action sur une base prospective. Il n'existe aucune certitude que nous maintiendrons un programme de croissance du dividende jusqu'en 2019. (Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs – La capacité de maintenir notre programme de croissance du dividende par année jusqu'en 2019 et la capacité de maintenir et d'exécuter notre programme pluriannuel de rachat d'actions jusqu'en 2019*, ainsi qu'à la rubrique 10.7, « *Financement, exigences relatives à la dette et versement de trésorerie à nos actionnaires* », de notre rapport de gestion annuel 2016.)
- Le 10 mai 2017, un dividende pour le deuxième trimestre de 0,4925 \$ par action a été déclaré sur les actions ordinaires émises et en circulation; ce dividende est payable le 4 juillet 2017 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 juin 2017. Le dividende déclaré pour le deuxième trimestre de 2017 reflète une hausse cumulative de 0,0325 \$ par action, ou 7,1 %, par rapport au dividende de 0,46 \$ par action versé en juillet 2016.
- En ce qui a trait au dividende déclaré au premier trimestre de 2017, le fiduciaire du régime de réinvestissement des dividendes et d'actionnariat des employés a racheté des actions propres aux fins de ce régime. Le fiduciaire a racheté environ 350 000 actions ordinaires pour un montant d'environ 15 millions de dollars, sans escompte applicable.

#### Racheter des actions ordinaires

- Au cours du trimestre clos le 31 mars 2017, nous n'avons effectué aucune transaction en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

#### Utiliser le produit des créances clients titrisées (emprunts à court terme), les facilités bancaires et le papier commercial, au besoin, pour compléter les flux de trésorerie disponibles et combler les autres besoins de trésorerie

- Le papier commercial émis et en cours s'élevait à 1 122 millions de dollars au 31 mars 2017 et était intégralement libellé en dollars américains (844 millions de dollars US), par rapport à 613 millions de dollars au 31 décembre 2016 et à 891 millions de dollars au 31 mars 2016.
- Le produit des créances clients titrisées s'élevait à 100 millions de dollars au 31 mars 2017 (100 millions de dollars au 31 mars 2016 et au 31 décembre 2016).

#### Maintenir la conformité aux objectifs financiers

Certains de nos objectifs financiers actuels feront l'objet d'un examen en 2017 aux fins d'une possible révision en raison des modifications découlant de l'adoption des nouvelles normes comptables IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, et IFRS 16, *Contrats de location*. (Se reporter à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016.)

- Maintenir des notations du crédit de première qualité de BBB+ ou des notations équivalentes – Au 11 mai 2017, les notations du crédit de première qualité attribuées par les quatre agences de notation qui couvrent TELUS se situaient dans la fourchette visée. (Se reporter à la rubrique 7.8, « *Notations du crédit* ».)
- Ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts de 2,00 à 2,50 fois – Au 31 mars 2017, ce ratio, qui était de 2,73 fois, sortait de la fourchette en raison principalement du financement des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères de spectre pour les services sans fil tenues en 2014 et en 2015. Nous nous efforcerons de faire en sorte que ce ratio revienne dans la fourchette cible à moyen terme, car nous sommes d'avis que cette fourchette s'aligne sur notre stratégie à long terme. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)
- Ratio de distribution de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action sur une base prospective – Notre ratio cible est présenté sur une base prospective. Le ratio de distribution présenté dans le présent rapport de gestion constitue une mesure historique fondée sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres, et il est présenté à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée. Au 31 mars 2017, le ratio historique de 87 % et le ratio historique ajusté de 76 % excédaient la fourchette visée. Cependant, nous estimons que le ratio de distribution est conforme à notre indication cible, sur une base prospective. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)
- Maintenir des liquidités inutilisées d'au moins 1 milliard de dollars – Au 31 mars 2017, les liquidités inutilisées s'élevaient à plus de 1 milliard de dollars. (Se reporter à la rubrique 7.6, « *Facilités de crédit* ».)

#### 4.4 Changements au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

## 5. Analyse des résultats d'exploitation

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant nos attentes liées au déploiement des licences de spectre pour les services sans fil, à la croissance des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (« PMAA »), aux frais de fidélisation des abonnés des services mobiles, à la croissance du nombre d'abonnés à Internet haute vitesse, et aux tendances au chapitre des paiements d'impôt en trésorerie et des coûts de restructuration et autres coûts en ce qui a trait à l'avenir. Il n'existe aucune certitude que nous avons identifié les tendances avec exactitude en nous fondant sur les résultats antérieurs, ni que ces tendances se poursuivront. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### 5.1 Généralités

Nos secteurs opérationnels constituant des secteurs à présenter sont les services mobiles et les services filaires. L'information sectorielle présentée à la *note 5* des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction (le principal décideur opérationnel).

### 5.2 Sommaire des résultats trimestriels consolidés et des tendances

#### Sommaire des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T1 2017	T4 2016	T3 2016	T2 2016	T1 2016	T4 2015	T3 2015	T2 2015
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>3 198</b>	3 305	3 238	3 148	3 108	3 217	3 155	3 102
<b>Charges d'exploitation</b>								
Achat de biens et services <sup>1</sup>	1 313	1 574	1 426	1 331	1 300	1 482	1 394	1 372
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	624	962	681	628	668	757	693	649
Dotation aux amortissements	532	533	515	499	500	518	471	464
Total des charges d'exploitation	2 469	3 069	2 622	2 458	2 468	2 757	2 558	2 485
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>729</b>	236	616	690	640	460	597	617
Coûts de financement	138	134	129	134	123	114	106	110
<b>Bénéfice avant impôt</b>	<b>591</b>	102	487	556	517	346	491	507
Charge d'impôt sur le résultat	150	15	132	140	139	85	126	166
<b>Bénéfice net</b>	<b>441</b>	87	355	416	378	261	365	341
<b>Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires</b>	<b>433</b>	81	348	416	378	261	365	341
<b>Bénéfice net par action ordinaire :</b>								
Bénéfice par action de base (BPA de base)	0,73	0,14	0,59	0,70	0,64	0,44	0,61	0,56
BPA de base ajusté <sup>2</sup>	0,74	0,53	0,65	0,70	0,70	0,54	0,66	0,66
BPA dilué	0,73	0,14	0,59	0,70	0,64	0,44	0,61	0,56
<b>Dividendes déclarés par action ordinaire</b>	<b>0,48</b>	0,48	0,46	0,46	0,44	0,44	0,42	0,42
<b>Information supplémentaire :</b>								
BAIIA <sup>2</sup>	1 261	769	1 131	1 189	1 140	978	1 068	1 081
Coûts de restructuration et autres coûts <sup>2</sup>	4	348	60	23	48	99	51	59
Profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil	—	—	—	15	—	—	—	—
Profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières	—	7	10	9	—	—	—	—
BAIIA ajusté	1 265	1 110	1 181	1 188	1 188	1 077	1 119	1 140
Entrées liées aux activités d'exploitation	709	732	1 032	892	563	870	1 025	943
Flux de trésorerie disponibles <sup>2</sup>	217	(191)	98	126	108	197	310	300

1. L'achat de biens et services et la charge au titre des avantages du personnel comprennent les coûts de restructuration et autres coûts.
2. Se reporter à la *rubrique 11.1*, « *Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières* ».

#### Tendances

La tendance observée au chapitre des produits consolidés reflète l'augmentation, d'un exercice à l'autre, i) des produits tirés du réseau mobile, en raison de la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés; ii) des produits tirés des services filaires de transmission de données stimulés par le service Internet et par les services de transmission de données améliorés, par l'impartition des processus d'affaires, ainsi que par les produits tirés des services TELUS TV et TELUS Santé. La hausse des produits tirés du service Internet et des services de télévision tient à la croissance du nombre d'abonnés. La croissance des produits consolidés a été neutralisée en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix, ainsi que par la diminution des produits tirés de l'équipement mobile. Pour des renseignements supplémentaires concernant les produits du secteur des services mobiles et du secteur des services filaires ainsi que les tendances au chapitre du nombre d'abonnés, se reporter à la *rubrique 5.4*, « *Secteur des services mobiles* », et à la *rubrique 5.5*, « *Secteur des services filaires* ».

La tendance générale au chapitre des charges liées à l'achat de biens et services reflète l'augmentation des charges au titre de l'équipement liées aux téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus et la hausse des coûts des appareils (qui tient compte de l'incidence de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain), l'augmentation des charges du secteur des services mobiles liées au service à la clientèle, aux frais d'administration, à la main-d'œuvre externe et aux canaux de distribution, afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, et l'augmentation du coût des ventes lié aux services filaires de télévision découlant de la croissance du nombre d'abonnés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie la réduction des coûts liés à l'équipement filaire.

La tendance générale au chapitre de la charge au titre des avantages du personnel reflète la modération des salaires en raison de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays et l'incidence de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis, comme il est décrit dans notre rapport de gestion annuel 2016, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement de la rémunération et du nombre d'employés de TELUS International afin de prendre en charge la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires.

La tendance générale au chapitre de la dotation aux amortissements reflète historiquement une augmentation en raison de l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs et de la croissance des immobilisations afin de prendre en charge l'élargissement de notre infrastructure à large bande et l'élargissement de la couverture du réseau LTE. Les investissements dans notre réseau à fibres optiques nous permettent également de prendre en charge notre stratégie fondée sur la technologie des petites cellules afin d'améliorer la couverture et de nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G.

La tendance générale au chapitre des coûts de financement reflète l'augmentation de l'encours de la dette à long terme, qui est liée principalement aux investissements importants relatifs aux licences de spectre acquises dans le cadre des enchères de licences de spectre pour les services sans fil tenues en 2014 et en 2015, ainsi qu'aux investissements générationnels dans la fibre optique jusqu'au domicile et jusque dans les entreprises. Toutefois, les coûts de financement sont comptabilisés déduction faite des intérêts comptabilisés à l'actif au titre des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères visant les licences de spectre pour les services sans fil, et la comptabilisation à l'actif des intérêts a pris fin au premier trimestre de 2017, étant donné que les sites cellulaires peuvent maintenant être construits de façon à utiliser les fréquences du spectre. Les coûts de financement comprennent également le montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel. De plus, pour les huit périodes présentées, les coûts de financement comprennent divers profits ou pertes de change et des montants variables de produits d'intérêts, y compris des produits d'intérêts de 20 millions de dollars comptabilisés au deuxième trimestre de 2015 découlant du règlement de questions fiscales touchant des exercices antérieurs.

La tendance observée au chapitre du bénéfice net reflète les facteurs dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que les ajustements hors trésorerie liés aux variations de l'impôt sur le résultat, et les ajustements comptabilisés dans les périodes considérées au titre de l'impôt sur le résultat de périodes antérieures, y compris les intérêts connexes après impôt sur les redressements. Historiquement, les rachats d'actions en vertu de nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités ont également eu une incidence sur la tendance au chapitre du BPA de base.

La tendance au chapitre des entrées liées aux activités d'exploitation reflète de façon générale l'augmentation du BAIIA ajusté consolidé, facteur neutralisé par la hausse des intérêts payés. Les paiements d'impôt sur le résultat et les coûts de restructuration et autres coûts ont de façon générale augmenté en 2016, mais nous tenons pour hypothèse que les paiements d'impôt en trésorerie diminueront au cours de l'exercice 2017, comme il est décrit à la *rubrique 9.3* de notre rapport de gestion annuel 2016. La tendance au chapitre des flux de trésorerie disponibles reflète les facteurs ayant une incidence sur les entrées liées aux activités d'exploitation ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement. Pour une analyse détaillée des tendances, se reporter à la *rubrique 5.4*, « Secteur des services mobiles », et à la *rubrique 5.5*, « Secteur des services filaires ».

### 5.3 Résultats d'exploitation consolidés

L'analyse qui suit porte sur notre performance financière consolidée. L'information sectorielle présentée à la *note 5* des états financiers consolidés intermédiaires est régulièrement communiquée à notre chef de la direction. Une analyse du rendement de nos secteurs opérationnels est présentée à la *rubrique 5.4*, « Secteur des services mobiles », à la *rubrique 5.5*, « Secteur des services filaires », et à la *rubrique 7.3*, « Sorties liées aux activités d'investissement ».

#### Produits d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Services	3 027	2 924	3,5 %
Équipement	158	172	(8,1) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 185	3 096	2,9 %
Autres produits d'exploitation	13	12	8,3 %
	3 198	3 108	2,9 %

Les produits d'exploitation consolidés se sont accrus de 90 millions de dollars en 2017.

- Les **produits tirés des services** ont augmenté de 103 millions de dollars en 2017, ce qui reflète principalement la croissance des produits tirés du réseau mobile et des produits tirés des services filaires de transmission de données, facteur neutralisé en partie par la baisse continue des produits tirés des services filaires de transmission de la voix. Les produits tirés des services de réseau mobile reflètent la croissance des PMAA combinés et du nombre d'abonnés aux services mobiles. Les produits tirés des services filaires de transmission de données reflètent l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés, la hausse des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires, l'augmentation des produits tirés des services TELUS TV et l'accroissement des produits tirés du service TELUS Santé. Les produits tirés des services Internet et des services TELUS TV reflètent la croissance du nombre d'abonnés ainsi que la hausse des produits par client tirés des services Internet.
- Les **produits tirés de l'équipement** ont diminué de 14 millions de dollars en 2017, ce qui reflète essentiellement la baisse des produits tirés de l'équipement mobile de 15 millions de dollars, laquelle tient à la hausse des coûts de financement par appareil, à la réduction des volumes de fidélisation du secteur des services mobiles et à l'intensification de la concurrence touchant les services mobiles, facteurs neutralisés en partie par l'accroissement des ajouts bruts d'abonnés aux services postpayés.
- Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté de 1 million de dollars en 2017.

#### Charges d'exploitation

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Achat de biens et services	1 313	1 300	1,0 %
Charge au titre des avantages du personnel	624	668	(6,6) %
Amortissement des immobilisations corporelles	402	385	4,4 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	130	115	13,0 %
	2 469	2 468	—

Les charges d'exploitation consolidées ont augmenté de 1 million de dollars en 2017.

- L'**achat de biens et services** a augmenté de 13 millions de dollars en 2017, ce qui reflète l'accroissement des coûts liés aux services d'itinérance, la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre externe et l'augmentation des coûts des appareils (découlant en partie de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années), facteurs neutralisés en partie par les initiatives continues d'optimisation des coûts et par la baisse des frais de publicité et de promotion.
- La **charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 44 millions de dollars en 2017, en raison principalement du caractère non récurrent des charges de restructuration liées à la main-d'œuvre comptabilisées en 2016, de la baisse des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays, ainsi que des avantages découlant de certaines concessions relatives aux contrats liées à notre entente au titre de la rémunération remaniée, qui se traduisent par une amélioration de la productivité et continuent d'étayer notre performance au chapitre du service à la clientèle, facteurs neutralisés en partie par la croissance du nombre d'employés et de la rémunération de TELUS International afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires.

- **L'amortissement des immobilisations corporelles** a augmenté de 17 millions de dollars en 2017, ce qui est imputable à l'incidence de notre programme continu d'analyse de la durée d'utilité des actifs, à la mise hors service accrue d'immobilisations liée aux dessaisissements effectués, et à l'accroissement des dépenses liées aux immobilisations.
- **L'amortissement des immobilisations incorporelles** a augmenté de 15 millions de dollars en 2017, ce qui reflète la croissance des dépenses liées aux immobilisations incorporelles.

**Bénéfice d'exploitation**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
BALIA du secteur des services mobiles (se reporter à la rubrique 5.4)	820	756	8,6 %
BALIA du secteur des services filaires (se reporter à la rubrique 5.5)	441	384	14,6 %
Dotation aux amortissements (se reporter à l'analyse ci-dessus)	(532)	(500)	(6,4) %
	<b>729</b>	<b>640</b>	<b>13,9 %</b>

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 89 millions de dollars en 2017.

**Coûts de financement**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Montant brut des charges d'intérêts	142	137	3,6 %
Intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif	—	(17)	n.s.
Charges d'intérêts	142	120	18,3 %
Montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel	1	1	—
(Profits) pertes de change	(5)	2	n.s.
	<b>138</b>	<b>123</b>	<b>12,2 %</b>

Les coûts de financement ont augmenté de 15 millions de dollars en 2017, en raison principalement des facteurs suivants :

- Le **montant brut des charges d'intérêts**, avant la comptabilisation à l'actif des intérêts sur la dette à long terme, a augmenté de 5 millions de dollars en 2017, en raison principalement de l'accroissement du solde moyen de la dette à long terme, facteur neutralisé en partie par la réduction du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur la dette à long terme (excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International) s'élevait à 4,16 % au 31 mars 2017, par rapport à 4,32 % à l'exercice précédent. (Se reporter à « Émission et remboursement de titres de créance à long terme », à la rubrique 7.4.)
- Les **intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif** ont trait à la dette contractée aux fins de l'acquisition de licences de spectre dans le cadre des enchères de spectre tenues par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), ce spectre étant déployé au sein de notre réseau existant. Les intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisés à l'actif jusqu'à ce que la quasi-totalité des activités nécessaires au déploiement de ce spectre aux fins prévues ait été menée à terme, c'est-à-dire jusqu'au moment où les sites cellulaires pouvant utiliser le spectre sont prêts à être mis en service. La comptabilisation à l'actif des intérêts a pris fin au premier trimestre de 2017.
- Le **montant net des charges d'intérêts au titre des régimes à prestations définies du personnel** est demeuré inchangé en 2017, en raison de la variation minimale du déficit au titre des régimes à prestations définies au 31 décembre 2016, par rapport au 31 décembre 2015, et de la variation minimale du taux d'actualisation.
- Les **(profits) pertes de change** ont fluctué, en raison de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain en 2017, ainsi que de l'incidence de nos activités de couverture.

**Impôt sur le résultat**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les taux d'imposition)	2017	2016	Variation
Impôt sur le résultat calculé selon les taux prévus par la loi applicables	157	137	14,6 %
Réévaluation du passif d'impôt différé pour tenir compte des taux d'imposition prévus par la loi futurs	—	1	(100,0) %
Autres	(7)	1	n.s.
Impôt sur le résultat	<b>150</b>	<b>139</b>	<b>7,9 %</b>
Taux d'imposition prévus par la loi applicables (en %)	<b>26,6</b>	26,6	—
Taux d'imposition effectifs (en %)	<b>25,4</b>	26,9	(1,5) pt

Le total de la charge d'impôt sur le résultat a augmenté de 11 millions de dollars en 2017, en raison principalement de la hausse du bénéfice avant impôt, facteur neutralisé en partie par la réduction de l'impôt à l'étranger.

#### Bénéfice global

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Bénéfice net	441	378	16,7 %
Autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat) :			
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat	(8)	(14)	(42,9) %
Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat – Réévaluation des régimes à prestations définies du personnel	68	(77)	n.s.
<b>Bénéfice global</b>	<b>501</b>	<b>287</b>	<b>74,6 %</b>

Le bénéfice global a augmenté de 214 millions de dollars en 2017, en raison principalement de la variation des montants des réévaluations des régimes à prestations définies du personnel et de la hausse du bénéfice net. Les éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés en résultat comprennent les variations de la juste valeur latente des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, les écarts de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, ainsi que les variations de la juste valeur latente de placements disponibles à la vente.

#### 5.4 Secteur des services mobiles

##### Tendances et caractère saisonnier – services mobiles

La tendance historique observée au chapitre des produits tirés du réseau mobile reflète la croissance des PMAA et du nombre d'abonnés. Cette croissance, conjuguée à la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, a été neutralisée en partie par la diminution des produits tirés de l'équipement mobile, qui reflète la hausse des coûts de financement par appareil et la réduction des volumes de fidélisation. Les volumes de fidélisation ont diminué en raison de l'incidence du renouvellement de contrats concernant des appareils dont le prix est plus élevé (y compris l'incidence de la hausse des coûts d'acquisition d'appareils en raison de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années et du plus court cycle de renouvellement tenant à l'incidence des forfaits d'une durée de deux ans), ainsi que du plus grand nombre de clients ayant opté pour des services offerts sur une base mensuelle.

La croissance des PMAA du secteur des services mobiles a affiché une tendance à la hausse en 2017, en raison du plus grand nombre de forfaits de données, ainsi que des efforts en matière de commercialisation et du plus grand nombre de forfaits assortis de tarifs plus élevés, y compris les nouveaux forfaits Extra Plus lancés en juin 2016. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par des pressions concurrentielles entraînant l'affectation de quantités de données plus importantes aux forfaits, y compris le partage de données et les caractéristiques et forfaits concernant les services de transmission de données en itinérance internationale, la réponse des consommateurs à l'égard de la fréquence accrue des avis d'utilisation de données aux clients, ainsi que le délestage du trafic de données vers les points d'accès Wi-Fi qui sont de plus en plus disponibles. Les PMAA devraient continuer d'augmenter légèrement au cours de 2017, en raison de la croissance continue de l'utilisation des données, et de la variation continue de la composition de notre clientèle en faveur d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée. Toutefois, le niveau des PMAA dépend fortement de la concurrence, de la conjoncture économique, du comportement des consommateurs, du contexte réglementaire, ainsi que du choix des appareils et d'autres facteurs. En conséquence, il n'existe aucune certitude que la croissance des PMAA se poursuivra.

Il se peut que nous subissions des pressions sur le taux de désabonnement aux services postpayés si l'intensification de la concurrence se poursuit, en raison en partie du plus grand nombre de clients dont le contrat est expiré, ainsi que du nombre de clients qui possèdent déjà un appareil et ne signent pas de nouveaux contrats. En conséquence, les résultats d'exploitation du secteur des services mobiles dans le passé et les tendances pourraient ne pas refléter les résultats et les tendances des périodes futures.

Les ajouts plus élevés d'abonnés des services mobiles, l'augmentation des frais d'acquisition connexes et des ventes d'équipement, de même que la hausse des frais de fidélisation découlant du renouvellement de contrats au cours des troisième et quatrième trimestres ont, dans le passé, revêtu un caractère saisonnier important au cours de ces deux trimestres. Ces facteurs peuvent avoir une plus grande incidence lorsque surviennent le lancement d'appareils populaires et d'autres événements saisonniers tels que la rentrée scolaire, le Vendredi fou et Noël. Les coûts liés à l'accroissement des volumes de mises en service, dont le caractère est saisonnier, donnent habituellement lieu à une baisse séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du deuxième trimestre au quatrième trimestre, laquelle est habituellement suivie par une augmentation séquentielle du BAIIA du secteur des services mobiles du quatrième trimestre au deuxième trimestre. Les ajouts d'abonnés sont généralement à leur

plus faible niveau au premier trimestre. Dans le passé, les PMAA tirés des services mobiles ont enregistré des hausses séquentielles aux deuxième et troisième trimestres, en raison de l'utilisation accrue de ces services et du recours aux services d'itinérance au printemps et en été, et des baisses séquentielles saisonnières aux quatrième et premier trimestres. Cette incidence saisonnière sur les PMAA s'atténue, au fur et à mesure que les forfaits voix illimitée au pays deviennent plus prépondérants, et que l'utilisation des services de transmission de la voix facturables et que les pics d'utilisation des services interurbains deviennent moins prononcés. Par ailleurs, les clients optent pour des forfaits de données comportant des capacités accrues, ce qui donne lieu à une plus faible variabilité au chapitre de l'utilisation des services de transmission de données facturables. Les tendances au chapitre des produits et des mesures opérationnelles fondées sur les produits seront touchées par l'adoption d'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, comme il est décrit plus en détail à la rubrique 8.2, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016.

#### Indicateurs opérationnels – secteur des services mobiles

Aux 31 mars	2017	2016	Variation
<b>Abonnés (en milliers) :</b>			
Postpayés	7 594	7 315	3,8 %
Prépayés	982	1 072	(8,4) %
Total	8 576	8 387	2,3 %
Proportion du nombre d'abonnés qui sont des abonnés des services postpayés (en %)	88,5	87,2	1,3 pt
Population couverte par le réseau HSPA+ <sup>1</sup> (en millions)	36,1	35,7	1,1 %
Population couverte par le réseau LTE <sup>1</sup> (en millions)	36,0	35,0	2,9 %
Périodes closes les 31 mars	2017	2016	Variation
<b>Ajouts bruts d'abonnés (en milliers) :</b>			
Postpayés	225	212	6,1 %
Prépayés	70	79	(11,4) %
Total	295	291	1,4 %
<b>Ajouts nets d'abonnés (en milliers) :</b>			
Postpayés	44	8	n.s.
Prépayés	(53)	(33)	(60,6) %
Total	(9)	(25)	64,0 %
PMAA combinés, par mois <sup>2</sup> (en dollars)	65,53	63,08	3,9 %
<b>Taux de désabonnement, par mois<sup>2</sup> (en %) :</b>			
Combinés	1,18	1,26	(0,08) pt
Services postpayés	0,93	0,97	(0,04) pt

1. Y compris les ententes de partage de réseau conclues avec d'autres entreprises de télécommunications canadiennes.
2. Se reporter à la rubrique 11.2, « Indicateurs opérationnels ». Ces mesures ne sont pas définies par les IFRS de l'IASB. Il s'agit plutôt de paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une société de services mobiles.

#### Produits d'exploitation – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les ratios)	2017	2016	Variation
Produits tirés des services de réseau	1 673	1 573	6,4 %
Produits tirés de l'équipement et autres produits	108	124	(12,9) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 781	1 697	4,9 %
Autres produits d'exploitation	2	5	(60,0) %
Produits d'exploitation externes	1 783	1 702	4,8 %
Produits tirés des services de réseau liés aux activités intersectorielles	11	14	(21,4) %
Total des produits d'exploitation	1 794	1 716	4,6 %

Les **produits tirés des services de réseau** provenant de clients externes se sont accrus de 100 millions de dollars au premier trimestre de 2017. Les produits tirés des services de transmission de données ont augmenté de 12,2 % en 2017, ce qui reflète i) la proportion accrue des forfaits assortis de tarifs plus élevés dans la composition des produits, y compris les forfaits Extra Plus lancés en juin 2016; ii) la plus grande proportion de clients ayant choisi des forfaits comportant de plus importants lots de données ou ayant périodiquement accru leurs lots de données; iii) la croissance du nombre d'abonnés; iv) la plus grande proportion d'abonnés des services postpayés; v) la hausse des produits tirés des services de transmission de données en itinérance. Les produits tirés des services de transmission de la voix ont diminué de 1,2 % en 2017, en raison de l'adoption accrue de forfaits voix illimitée au pays, ainsi que de l'adoption continue, quoique plus modérée, des services de transmission de données et de la réduction des produits tirés des services de transmission de la voix en itinérance, facteurs neutralisés en partie par la croissance du nombre d'abonnés.

- Les **PMAA combinés mensuels** se sont établis à 65,53 \$ en 2017, ce qui reflète une hausse de 2,45 \$, ou 3,9 %, par rapport à 2016. L'augmentation est principalement attribuable à l'incidence de la hausse des produits tirés des services de transmission de données (dont il est fait mention ci-dessus), facteur neutralisé en partie par la diminution continue des produits tirés des services de transmission de la voix.
- Les **ajouts bruts d'abonnés** ont augmenté de 4 000 en 2017. Les ajouts bruts d'abonnés des services postpayés ont augmenté de 13 000, en raison du succès remporté par les promotions ciblées et de nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée, facteurs neutralisés en partie par l'intensification de la concurrence. Les ajouts bruts d'abonnés des services prépayés ont diminué de 9 000, ce qui reflète essentiellement l'intensification de la concurrence, l'offre de services postpayés assortis de tarifs moins élevés et nos efforts en matière de commercialisation axés sur les mises en service d'abonnés aux services postpayés à valeur plus élevée.
- Le **taux de désabonnement mensuel moyen des abonnés des services postpayés** s'est établi à 0,93 % en 2017, par rapport à 0,97 % en 2016. Le maintien d'un faible taux de désabonnement des abonnés des services postpayés en 2017 reflète l'attention que nous prêtons à nos initiatives accordant la priorité aux clients, ainsi que nos programmes de fidélisation, et ce, malgré la hausse du taux de désabonnement des abonnés branchés à notre réseau AMRC tenant au fait que nous allons mettre fin à l'exploitation de ce réseau à l'échelle nationale au deuxième trimestre de 2017. Le taux de désabonnement mensuel combiné s'est établi à 1,18 % en 2017, par rapport à 1,26 % en 2016. L'amélioration du taux de désabonnement combiné en 2017 reflète la variation du taux de désabonnement des abonnés des services postpayés dont il est fait mention ci-dessus, ainsi que l'amélioration du taux de désabonnement des abonnés des services prépayés et le plus grand nombre d'abonnés des services postpayés.
- Les **pertes nettes d'abonnés** reflètent les ajouts nets d'abonnés des services postpayés de 44 000 en 2017, par rapport à 8 000 en 2016, en raison des facteurs décrits ci-dessus ayant influé sur les ajouts bruts d'abonnés et de nos efforts en matière de commercialisation axés sur la migration rentable des abonnés des services prépayés aux services postpayés. Le nombre d'abonnés aux services prépayés a diminué de 53 000 en 2017, par rapport à une diminution de 33 000 en 2016, ce qui reflète nos efforts axés sur les mises en service d'abonnés des services postpayés à valeur plus élevée, l'intensification de la concurrence en ce qui a trait aux services prépayés, et les conversions aux services postpayés dont il est fait mention ci-dessus. Les pertes nettes d'abonnés se sont établies à 9 000 en 2017, par rapport à 25 000 à la période correspondante de 2016, ce qui reflète une amélioration de 16 000 d'un exercice à l'autre, qui tient à la baisse du taux de désabonnement mensuel combiné et à l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés.

Les **produits tirés de l'équipement et autres services** ont diminué de 16 millions de dollars en 2017, en raison principalement de la hausse des coûts de financement par appareil, de la diminution des volumes de fidélisation et de l'intensification de la concurrence, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés.

Les **autres produits d'exploitation** ont diminué de 3 millions de dollars en 2017, résultat qui tient en grande partie à la réduction des profits découlant de la vente d'immobilisations corporelles.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services de réseau qui sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services filaires.

#### Charges d'exploitation – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Achat de biens et services :			
Charges liées aux ventes d'équipement	366	363	0,8 %
Charges d'exploitation des services de réseau	196	185	5,9 %
Frais de marketing	86	91	(5,5) %
Autres <sup>1</sup>	170	155	9,7 %
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	156	166	(6,0) %
<b>Charges d'exploitation du secteur de services mobiles</b>	<b>974</b>	<b>960</b>	<b>1,5 %</b>

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Les charges d'exploitation du secteur des services mobiles ont augmenté de 14 millions de dollars en 2017.

Les **charges liées aux ventes d'équipement** ont augmenté de 3 millions de dollars en 2017, ce qui reflète la plus grande proportion de téléphones intelligents ayant une plus grande valeur vendus, y compris les appareils supérieurs compris dans les forfaits Extra Plus, la hausse des coûts des appareils (y compris l'incidence de la

hausse des coûts des fournisseurs découlant de la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours des deux dernières années), de même que l'augmentation des ajouts bruts d'abonnés des services postpayés, facteurs neutralisés en partie par la diminution des volumes de fidélisation.

Les **charges d'exploitation des services de réseau** ont augmenté de 11 millions de dollars en 2017, en raison principalement de l'accroissement des tarifs d'itinérance.

Les **frais de marketing** ont diminué de 5 millions de dollars en 2017, en raison principalement de la réduction des frais de publicité et de promotion.

Les **autres charges au titre de l'achat de biens et services** ont augmenté de 15 millions de dollars en 2017, en raison principalement de l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre externe, de la hausse des frais d'administration afin de prendre en charge la croissance du nombre d'abonnés, et de l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts non liés à la main-d'œuvre.

La **charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 10 millions de dollars en 2017, en raison essentiellement du caractère non récurrent d'importants coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre comptabilisés en 2016 dans le cadre des initiatives d'efficacité opérationnelle, de la diminution des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays, et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif.

#### BAIIA – secteur des services mobiles

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2017	2016	Variation
BAIIA	820	756	8,6 %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	1	9	(88,9) %
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	821	765	7,4 %
Marge du BAIIA (en %)	45,7	44,1	1,6 pt
Marge du BAIIA ajusté <sup>2</sup> (en %)	45,8	44,6	1,2 pt

1. Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 11.1.

2. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services mobiles a augmenté de 64 millions de dollars en 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services mobiles a augmenté de 56 millions de dollars en 2017, résultat qui reflète la croissance des produits tirés des services de réseau en raison de l'augmentation des PMAA et de l'accroissement du nombre d'abonnés, ainsi que la réduction de la charge au titre des avantages du personnel, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des charges d'exploitation des services de réseau, des charges liées à la main-d'œuvre externe et des frais d'administration.

## 5.5 Secteur des services filaires

### Tendances – secteur des services filaires

La tendance à la hausse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de données reflète la croissance des produits tirés des services Internet haute vitesse et des services de transmission de données améliorés, des services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que des services TELUS TV et TELUS Santé, facteur neutralisé en partie par la diminution des produits tirés des services filaires de transmission de la voix et des produits tirés de l'équipement. La hausse des produits tirés des services Internet et des services de télévision découle de la croissance du nombre d'abonnés et de l'accroissement des produits d'exploitation par client tirés des services Internet. La tendance à la baisse au chapitre des produits tirés des services filaires de transmission de la voix découle du remplacement de la technologie, de l'utilisation accrue de forfaits interurbains et de la réduction des volumes de services de gros tenant à la concurrence exercée par des fournisseurs offrant des services VoIP (y compris des câblodistributeurs concurrents), des revendeurs et des entreprises propriétaires d'installations, ainsi que du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services et applications IP, de l'intensification continue de la concurrence sur le marché des petites et moyennes entreprises, de même que de l'incidence persistante du ralentissement économique, particulièrement en Alberta, qui demeure plus prépondérante dans les marchés des affaires.

Nous nous attendons à une croissance continue du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse en 2017, en raison de la reprise de l'économie et de nos investissements continus dans l'élargissement de notre réseau à fibres optiques. La croissance du nombre d'abonnés au service TELUS TV a ralenti en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Les pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau continuent de refléter la tendance courante au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet.

**Indicateurs opérationnels – secteur des services filaires**

Aux 31 mars (en milliers)	2017	2016	Variation
<b>Nombre d'abonnés :</b>			
Abonnés à Internet haute vitesse <sup>1</sup>	1 686	1 599	5,4 %
Abonnés à TELUS TV <sup>1</sup>	1 070	1 016	5,3 %
Lignes résidentielles d'accès au réseau <sup>1</sup>	1 351	1 441	(6,2) %
Nombre total d'abonnés aux services filaires <sup>1</sup>	4 107	4 056	1,3 %
Trimestres clos les 31 mars (en milliers)	2017	2016	Variation
<b>Ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés :</b>			
Abonnés à Internet haute vitesse	24	12	n.s.
Abonnés à TELUS TV	7	11	(36,4) %
Lignes résidentielles d'accès au réseau	(23)	(26)	11,5 %
Total des ajouts nets (pertes nettes) d'abonnés aux services filaires <sup>1</sup>	8	(3)	n.s.

1. En ce qui a trait à une acquisition et à un dessaisissement réalisés au cours du premier trimestre de 2017, les soldes d'ouverture relatifs au nombre de lignes résidentielles d'accès au réseau, d'abonnés à Internet haute vitesse et d'abonnés au service TELUS TV ont été majorés d'un nombre net de 1 000, de 4 000 et de 5 000, respectivement.

**Produits d'exploitation – secteur des services filaires**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Services et équipement de transmission de données	1 035	993	4,2 %
Services de transmission de la voix	320	348	(8,0) %
Autres services et équipement	49	58	(15,5) %
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	1 404	1 399	0,4 %
Autres produits d'exploitation	11	7	57,1 %
Produits d'exploitation externes	1 415	1 406	0,7 %
Produits tirés d'activités intersectorielles	52	47	10,6 %
Total des produits d'exploitation	1 467	1 453	1,0 %

- Les **produits tirés des services et de l'équipement de transmission de données** ont augmenté de 42 millions de dollars en 2017. L'augmentation est principalement attribuable i) à l'accroissement des produits tirés des services Internet et des services de transmission de données améliorés reflétant la croissance de 5,4 % du nombre d'abonnés au service Internet haute vitesse sur 12 mois, l'augmentation des produits d'exploitation par client découlant des mises à niveau pour des vitesses Internet plus élevées et des forfaits permettant une plus grande utilisation des services de transmission de données, les abonnements auxquels les offres promotionnelles ne s'appliquent plus, de même que certaines hausses de tarifs; ii) à la croissance des produits tirés de l'impartition des processus d'affaires; iii) à l'augmentation des produits tirés de TELUS TV découlant de la croissance de 5,3 % du nombre d'abonnés sur 12 mois, de même que de certaines hausses de tarifs; iv) à la hausse des produits tirés du service TELUS Santé. Cette croissance a été neutralisée en partie par la réduction continue des services de transmission de données existants, ainsi que par la baisse des produits tirés de l'équipement dans le marché des affaires.
- Les **produits tirés des services de transmission de la voix** ont reculé de 28 millions de dollars en 2017. La diminution reflète la réduction continue des produits tirés des services de transmission de la voix existants découlant du remplacement de la technologie, l'intensification de la concurrence, l'utilisation accrue de forfaits interurbains et la baisse du nombre de minutes d'utilisation des services interurbains de même que la réduction des volumes liés aux services de gros, facteurs neutralisés en partie par certaines hausses de tarifs. Nous avons enregistré une réduction de 6,2 % des lignes résidentielles d'accès au réseau en 2017, soit un résultat inchangé par rapport à l'exercice précédent.
- Les **ajouts nets au nombre d'abonnés aux services filaires** se sont établis à 8 000 en 2017, en hausse de 11 000 par rapport à 2016.

Les **ajouts nets** d'abonnés à Internet haute vitesse se sont établis à 24 000 en 2017, soit une hausse de 12 000 attribuable au récent lancement fructueux de produits innovateurs et à l'élargissement continu de notre couverture à large bande haute vitesse, y compris le déploiement de la fibre optique jusqu'aux locaux de l'abonné. Les ajouts nets d'abonnés à TELUS TV ont diminué de 4 000 en 2017. La diminution reflète la réduction des ajouts bruts et les pertes du nombre d'abonnés aux services de télévision par satellite en raison du recul général du marché des services de télévision payés résultant du taux de pénétration élevé du marché et de l'intensification de la concurrence, y compris en ce qui concerne les services par contournement. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la priorité que nous continuons d'accorder à l'élargissement de l'accessibilité de nos services Internet haute vitesse et Télé OPTIK, au branchement direct de plus de foyers et d'entreprises aux installations à fibres optiques et au groupement de ces services, ce qui s'est traduit par une croissance du nombre combiné d'abonnés aux services Internet et de télévision de 141 000, ou 5,4 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les **pertes de lignes résidentielles d'accès au réseau** se sont chiffrées à 23 000 en 2017, par rapport à 26 000 en 2016, ce qui reflète la tendance continue au chapitre du remplacement de la technologie en faveur des services mobiles et des services Internet, ainsi que l'intensification de la concurrence, facteurs atténués en partie par le succès remporté par l'offre de services groupés et par les initiatives visant à accorder la priorité aux clients.

- Les **produits tirés des autres services et de l'équipement** ont diminué de 9 millions de dollars en 2017, en raison principalement de la réduction des ventes d'équipement de transmission de la voix.

Les **autres produits d'exploitation** ont augmenté de 4 millions de dollars en 2017, ce qui s'explique principalement par le caractère non récurrent de la provision liée aux options de vente position vendeur fournies pour des participations ne donnant pas le contrôle comptabilisée en 2016, ainsi que par les profits à la vente de placements, facteurs neutralisés en partie par la réduction des montants comptabilisés au titre du compte de report lié à la réglementation sur le plafonnement des prix aux fins de la prestation de services Internet à large bande dans les collectivités rurales et éloignées admissibles.

Les **produits tirés des activités intersectorielles** représentent les services fournis au secteur des services mobiles. Ces produits sont éliminés au moment de la consolidation de même que les charges connexes du secteur des services mobiles.

#### Charges d'exploitation – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Achat de biens et services <sup>1</sup>	558	567	(1,6) %
Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>	468	502	(6,8) %
Charges d'exploitation du secteur des services filaires	1 026	1 069	(4,0) %

1. Comprend les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières ».

Le total des charges d'exploitation du secteur des services filaires a diminué de 43 millions de dollars en 2017, en raison principalement des facteurs suivants :

Les **charges au titre de l'achat de biens et services** ont diminué de 9 millions de dollars en 2017, en raison de la gestion des coûts plus bas des produits liés à la diminution des produits d'exploitation tirés de l'équipement de transmission de données, facteurs neutralisés en partie par la hausse des coûts liés au contenu des services de télévision, laquelle découle de l'accroissement du nombre d'abonnés à ces services.

La **charge au titre des avantages du personnel** a diminué de 34 millions de dollars en 2017, en raison principalement du caractère non récurrent des importants coûts de restructuration liés à la main-d'œuvre imputables aux initiatives en matière d'efficacité comptabilisés en 2016, de la diminution des coûts liés au programme de rémunération et d'avantages du personnel découlant de la réduction du nombre d'employés équivalents temps plein au pays et de la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre comptabilisés à l'actif, facteurs neutralisés en partie par la croissance du nombre d'employés de TELUS International afin de prendre en charge l'augmentation des produits tirés des services d'impartition des processus d'affaires.

#### BAIIA – secteur des services filaires

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf les marges)	2017	2016	Variation
BAIIA	441	384	14,6 %
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA <sup>1</sup>	3	39	(92,3) %
BAIIA ajusté <sup>1</sup>	444	423	4,7 %
Marge du BAIIA (en %)	30,0	26,4	3,6 pts
Marge du BAIIA ajusté <sup>2</sup> (en %)	30,2	29,1	1,1 pt

1. Se reporter à la description fournie à la section « BAIIA », à la rubrique 11.1.

2. Aux fins du calcul de la marge du BAIIA ajusté, les coûts de restructuration et autres coûts sont exclus du BAIIA.

Le BAIIA du secteur des services filaires a augmenté de 57 millions de dollars en 2017. Le BAIIA ajusté du secteur des services filaires s'est accru de 21 millions de dollars en 2017, en raison de l'augmentation des marges liées aux services de transmission de données, y compris les services Internet, TELUS TV et TELUS Santé, et les services d'impartition des processus d'affaires, ainsi que de la mise en œuvre de nos programmes d'optimisation des coûts, facteurs neutralisés en partie par la réduction continue des services de transmission de la voix existants.

## 6. Évolution de la situation financière

Situation financière :	Au 31 mars		Au 31 déc.		Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
	(en millions de dollars)	2017	2016	(en millions de dollars)	(%)		
<b>Actifs courants</b>							
Trésorerie et placements temporaires, montant net		<b>794</b>	432	362	84 %		Se reporter à la rubrique 7, « Situation de trésorerie et sources de financement ».
Débiteurs		<b>1 408</b>	1 471	(63)	(4) %		Diminution du délai moyen de recouvrement des débiteurs du secteur des services mobiles et réduction des produits mensuels moyens par appareil d'abonné (« PMAA »), y compris l'incidence saisonnière enregistrée au premier trimestre de 2017, par rapport au quatrième trimestre de 2016.
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir		<b>105</b>	9	96	n.s.		Augmentation tenant au moment de la comptabilisation de l'excédent des acomptes provisionnels sur la charge d'impôt exigible, et paiement de l'impôt exigible pour 2016.
Stocks		<b>327</b>	318	9	3 %		Augmentation des travaux en cours tenant à l'installation de l'équipement réseau.
Charges payées d'avance		<b>353</b>	233	120	52 %		Augmentation tenant au paiement anticipé annuel des avantages du personnel prévus par la loi, des contrats d'entretien, des taxes foncières et des droits de licence de spectre annuels pour les services mobiles, déduction faite de l'amortissement.
Actifs dérivés courants		<b>11</b>	11	—	— %		n.s.
<b>Passifs courants</b>							
Emprunts à court terme		<b>100</b>	100	—	— %		Se reporter à la rubrique 7.7, « Vente de créances clients ».
Créditeurs et charges à payer		<b>2 084</b>	2 330	(246)	(11) %		Diminution des charges salariales et autres obligations liées au personnel et moment auquel les paiements au titre des créanciers ont lieu.
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer		<b>41</b>	37	4	11 %		Augmentation tenant au moment de la comptabilisation de l'excédent de la charge d'impôt exigible sur les acomptes provisionnels pour le trimestre.
Dividendes à payer		<b>283</b>	284	(1)	— %		n.s.
Facturation par anticipation et dépôts de clients		<b>775</b>	737	38	5 %		Augmentation des dépôts de clients.
Provisions		<b>73</b>	124	(51)	(41) %		Les montants versés au titre des initiatives de restructuration ont excédé les nouvelles provisions au titre de la restructuration.
Tranche à court terme de la dette à long terme		<b>1 386</b>	1 327	59	4 %		Augmentation de l'encours du papier commercial de 509 millions de dollars, et montants reclassés du poste « Dette à long terme », imputable à l'arrivée à échéance en mars 2018 de billets de série CS à 1,50 % d'un montant de 250 millions de dollars, neutralisés par l'arrivée à échéance de billets de série CD à 4,95 % d'un montant de 700 millions de dollars en mars 2017.
Passifs dérivés courants		<b>10</b>	12	(2)	(17) %		Diminution des éléments de couverture du dollar américain.

Situation financière :	<u>Au 31 mars</u>	<u>Au 31 déc.</u>	Variation		Les variations survenues comprennent ce qui suit :
(en millions de dollars)	2017	2016	(en millions de dollars)	(%)	
<b>Fonds de roulement</b> (actifs courants moins les passifs courants)	<b>(1 754)</b>	(2 477)	723	29 %	Augmentation de 524 millions de dollars des actifs courants et diminution de 199 millions de dollars des passifs courants.  Dans le passé, TELUS a comptabilisé un fonds de roulement négatif. Se reporter à <i>Politiques financières liées à la structure du capital</i> , à la <i>rubrique 4.3</i> du présent rapport de gestion, ainsi qu'à la section « <i>Risque de liquidité</i> », à la <i>rubrique 7.9</i> de notre rapport de gestion annuel 2016.
<b>Actifs non courants</b>					
Immobilisations corporelles, montant net	<b>10 637</b>	10 464	173	2 %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la <i>rubrique 7.3</i> , « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations corporelles</i> à la <i>rubrique 5.3</i> .
Immobilisations incorporelles, montant net	<b>10 392</b>	10 364	28	— %	Se reporter à <i>Dépenses d'investissement</i> à la <i>rubrique 7.3</i> , « <i>Sorties liées aux activités d'investissement</i> » ainsi qu'à <i>Amortissement des immobilisations incorporelles</i> à la <i>rubrique 5.3</i> .
Goodwill, montant net	<b>3 792</b>	3 787	5	— %	n.s.
Autres actifs à long terme	<b>742</b>	640	102	16 %	Augmentation de l'actif au titre des régimes de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite découlant du rendement positif des actifs des régimes.
<b>Passifs non courants</b>					
Provisions	<b>399</b>	395	4	1 %	n.s.
Dette à long terme	<b>12 291</b>	11 604	687	6 %	Se reporter à la <i>rubrique 7.4</i> , « <i>Entrées liées aux activités de financement</i> ».
Autres passifs à long terme	<b>744</b>	736	8	1 %	n.s.
Impôt sur le résultat différé	<b>2 223</b>	2 107	116	6 %	Charge d'impôt différé et impôt sur le résultat différé au titre du rendement des actifs des régimes.
<b>Capitaux propres</b>					
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	<b>8 122</b>	7 917	205	3 %	Comprend le bénéfice net de 433 millions de dollars et les autres éléments du résultat global de 58 millions de dollars, déduction faite des dividendes de 283 millions de dollars déclarés et de l'incidence du surplus d'apport découlant des ajustements de 3 millions de dollars aux participations ne donnant pas le contrôle (se reporter à la <i>rubrique 7.4</i> , « <i>Entrées liées aux activités de financement</i> »).
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>30</b>	19	11	58 %	Comprend le bénéfice net de 8 millions de dollars, les autres éléments du résultat global de 2 millions de dollars et les ajustements de 1 million de dollars découlant des participations ne donnant pas le contrôle de 35 % dans TELUS International.

## 7. Situation de trésorerie et sources de financement

La présente rubrique comporte des énoncés prospectifs, y compris ceux concernant notre ratio de distribution et notre ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Se reporter à la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du rapport de gestion.

### 7.1 Aperçu

Les politiques financières liées à notre structure du capital de même que le plan financier et le plan de gestion de la structure du capital sont décrits à la *rubrique 4.3*.

#### Flux de trésorerie

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Entrées liées aux activités d'exploitation	709	563	25,9 %
Sorties liées aux activités d'investissement	(822)	(660)	(24,5) %
Entrées liées aux activités de financement	475	352	34,9 %
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	362	255	42,0 %
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	432	223	93,7 %
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	794	478	66,1 %

### 7.2 Entrées liées aux activités d'exploitation

Les entrées liées aux activités d'exploitation ont augmenté d'un exercice à l'autre de 146 millions de dollars.

#### Analyse des variations des entrées liées aux activités d'exploitation

(en millions de dollars)	Premier trimestre
Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2016	563
Variations d'un exercice à l'autre :	
Augmentation du BAIIA (se reporter à la <i>rubrique 5.4</i> , « Secteur des services mobiles », et à la <i>rubrique 5.5</i> , « Secteur des services filaires »)	121
Diminution des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies, déduction faite des charges	2
Augmentation des décaissements au titre de la restructuration, déduction faite des coûts de restructuration	(18)
Augmentation des intérêts payés	(19)
Diminution des paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des économies reçues	127
Autres	(67)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation pour le trimestre clos le 31 mars 2017</b>	<b>709</b>

- Les paiements d'impôt sur le résultat, déduction faite des remboursements reçus, ont diminué en 2017, ce qui reflète la réduction des acomptes provisionnels requis ainsi que le paiement d'impôt final plus élevé versé au premier trimestre de 2016 pour l'année d'imposition 2015.
- Les autres variations du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation comprennent en 2017 une diminution des créiteurs et charges à payer, déduction faite d'une hausse des débiteurs. [Se reporter à la *rubrique 6*, « Évolution de la situation financière », ainsi qu'à la *note 31 a*) des états financiers consolidés intermédiaires.]

### 7.3 Sorties liées aux activités d'investissement

#### Sorties liées aux activités d'investissement

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations	(796)	(646)	(150)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions	(12)	(2)	(10)
Avances et apports aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues	(2)	(12)	10
Produit des cessions	3	—	3
Autres	(15)	—	(15)
Sorties liées aux activités d'investissement	(822)	(660)	(162)

- L'augmentation des paiements en trésorerie au titre des immobilisations tient à ce qui suit :
  - L'augmentation des dépenses d'investissement de 106 millions de dollars en 2017 (se reporter au tableau « *Mesures des dépenses d'investissement* » et à l'analyse ci-dessous).
  - La hausse des paiements relatifs aux dépenses d'investissement tenant au moment auquel les paiements ont été effectués, les créditeurs et charges à payer connexes ayant augmenté de 44 millions de dollars en 2017.
- Les paiements en trésorerie au titre des acquisitions ont trait à une acquisition qui complète nos secteurs d'activité existants.
- La diminution des avances et apports aux coentreprises immobilières, déduction faite des sommes reçues, en 2017, en raison d'un plus grand nombre de travaux de construction en cours en 2016.
- Le produit de cessions en 2017 était principalement lié à la cession de placements de portefeuille peu élevés.

#### Mesures des dépenses d'investissement

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars, sauf le ratio d'intensité du capital)	2017	2016	Variation
<b>Dépenses d'investissement<sup>1</sup></b>			
Secteur des services mobiles	249	180	38,3 %
Secteur des services filaires	475	438	8,4 %
Données consolidées	724	618	17,2 %
Intensité du capital du secteur des services mobiles (en %)	14	10	4 pts
Intensité du capital du secteur des services filaires (en %)	32	30	2 pts
Intensité du capital consolidé <sup>2</sup> (en %)	23	20	3 pts

1. Les dépenses d'investissement comprennent les actifs acquis relativement auxquels aucun paiement n'a encore été effectué; par conséquent, ces dépenses diffèrent des paiements en trésorerie au titre des immobilisations présentés dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.
2. Se reporter à la rubrique 11.1, « *Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières* ».

Les **dépenses d'investissement du secteur des services mobiles** ont augmenté de 69 millions de dollars en 2017, ce qui découle principalement des investissements continus dans notre réseau à fibres optiques afin de prendre en charge la technologie des petites cellules et ainsi améliorer la couverture et nous préparer à une évolution plus efficace et rapide vers la technologie 5G. Nous avons également accru nos investissements au Manitoba dans le but d'accroître la couverture, la capacité et les vitesses afin d'améliorer considérablement l'expérience client et de prendre en charge l'acquisition des abonnés, des magasins et du réseau de MTS. Par ailleurs, nous avons poursuivi nos investissements continus dans les initiatives visant la résilience et la fiabilité du réseau et des systèmes afin de soutenir nos activités accordant la priorité aux clients, ainsi que dans la préparation du réseau et des systèmes pour la mise hors service future d'actifs existants.

Les **dépenses d'investissement du secteur des services filaires** ont augmenté de 37 millions de dollars en 2017, en raison principalement des investissements continus dans notre infrastructure à large bande, incluant le branchement direct de plus de foyers et d'entreprises à notre réseau à fibres optiques. Cet investissement soutient la croissance du nombre d'abonnés aux services Internet haute vitesse et aux services Télé OPTIK, ainsi que la demande de nos clients concernant des vitesses des services Internet plus élevées, et accroît le champ d'application et la fonctionnalité de nos solutions d'affaires et de nos solutions en santé.

#### 7.4 Entrées liées aux activités de financement

##### Entrées liées aux activités de financement

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016	Variation
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(284)	(263)	(21)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	(60)	60
Émission de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements par anticipation et à l'échéance	769	675	94
Autres	(10)	—	(10)
	475	352	123

### Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires

L'augmentation des dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires reflète la hausse du taux de dividende en vertu de notre programme de croissance du dividende (se reporter à la *rubrique 4.3*). Après le 31 mars 2017, soit en avril 2017, nous avons versé des dividendes de 283 millions de dollars aux détenteurs d'actions ordinaires. Ce montant comprend environ 15 millions de dollars, ou 350 000 nouvelles actions ordinaires. Aucun escompte n'était applicable.

### Emprunts à court terme

Les emprunts à court terme comprennent principalement les sommes qui nous sont avancées par une fiducie de titrisation sans lien de dépendance à la suite du transfert des opérations de titrisation de créances (se reporter à la *rubrique 7.7*, « *Vente de créances clients* »). Ce produit s'établissait à 100 millions de dollars au 31 mars 2017, soit un résultat inchangé par rapport au 31 mars 2016.

### Émission et remboursement de titres de créance à long terme

Au premier trimestre de 2017, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, se sont établies à 769 millions de dollars et se composaient principalement de ce qui suit :

- En mars 2017, nous avons émis des billets de premier rang non garantis à 3,70 % d'un montant de 500 millions de dollars US, échéant le 15 septembre 2027, ainsi que des billets de premier rang non garantis à 4,70 % d'un montant de 325 millions de dollars échéant le 6 mars 2048. Le produit a servi à financer le remboursement, à l'échéance, d'une tranche de 700 millions de dollars du montant en capital impayé sur les billets de série CD de TELUS arrivant à échéance en mars 2017, à rembourser une tranche de l'encours du papier commercial et aux fins générales de la société. En ce qui concerne l'émission de billets libellés en dollars américains, nous avons entièrement couvert le montant en capital et les obligations au titre des intérêts contre les fluctuations du taux de change du dollar canadien pour toute la durée des billets en recourant à des dérivés de change (des swaps de devises) qui ont effectivement servi à convertir les paiements en capital et les obligations au titre des intérêts en obligations libellées en dollars canadiens relativement auxquelles le taux d'intérêt fixe effectif est de 3,41 % et le montant émis et en circulation effectif est de 667 millions de dollars (reflétant un taux de change fixe de 1,3348 \$). Pour de plus amples renseignements sur ces billets, se reporter à la *note 26 b*) des états financiers consolidés intermédiaires.
- Une augmentation nette du papier commercial de 509 millions de dollars, compte tenu de l'incidence des taux de change, le solde ayant été porté de 613 millions de dollars (456 millions de dollars US) au 31 décembre 2016 à 1 122 millions de dollars (844 millions de dollars US) au 31 mars 2017. Lorsque nous l'utilisons, notre programme de papier commercial nous permet d'obtenir des fonds à faible coût et il est entièrement garanti par la facilité de crédit consentie d'une durée de cinq ans (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »).
- Des prélèvements nets sur la facilité de crédit de TELUS International de 305 millions de dollars (298 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis) au 31 mars 2017, montant qui est intégralement libellé en dollars américains (229 millions de dollars US).
- Le remboursement de billets de série CD d'un montant de 700 millions de dollars en mars 2017.

En comparaison, les émissions de titres de créance à long terme, déduction faite des remboursements, en 2016, se sont établies à 675 millions de dollars et se composaient principalement de ce qui suit :

- Une augmentation du papier commercial, qui a été porté de 256 millions de dollars au 31 décembre 2015 à 891 millions de dollars au 31 mars 2016, montant qui est intégralement libellé en dollars américains (686 millions de dollars US).

La durée moyenne à l'échéance de notre dette à long terme (excluant le papier commercial et la composante renouvelable de la facilité de crédit de TELUS International) était d'environ 11,3 ans au 31 mars 2017, en hausse comparativement à environ 10,8 ans au 31 mars 2016. De plus, le coût moyen pondéré de la dette à long terme était de 4,16 % au 31 mars 2017, par rapport à 4,22 % au 31 décembre 2016 et à 4,32 % au 31 mars 2016.

## 7.5 Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

La **dette nette** au 31 mars 2017 s'est établie à 13,1 milliards de dollars, soit une hausse de 0,7 milliard de dollars par rapport à l'exercice précédent, découlant principalement de l'émission de billets de premier rang non garantis d'un montant de 500 millions de dollars US et de l'émission de billets de premier rang non garantis d'un montant de 325 millions de dollars, dont il est fait mention à la *rubrique 7.4*.

La **dette à taux fixe en proportion du total de la dette** s'est établie à 89 % au 31 mars 2017, soit une baisse par rapport à 92 % à l'exercice précédent, qui est attribuable en grande partie aux montants prélevés sur la facilité de crédit de TELUS International et à l'augmentation du papier commercial émis.

Le **ratio de la dette nette par rapport au BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** s'est établi à 2,73 fois au 31 mars 2017, en baisse légèrement par rapport à 2,74 à l'exercice précédent. Notre objectif à long terme relatif à cette mesure se situe dans une fourchette de 2,00 à 2,50 fois, ce qui est selon nous conforme au maintien de notations du crédit de première qualité de BBB+, ou de notations équivalentes, et nous donne un accès raisonnable à des capitaux. Au 31 mars 2017, ce ratio sortait toujours de la fourchette cible à long terme en raison de l'émission antérieure de titres de créance supplémentaires, principalement aux fins de l'acquisition en 2014 et en 2015 de licences de spectre pour un montant d'environ 3,6 milliards de dollars effectuée dans le cadre du nombre inhabituellement élevé d'enchères de spectre pour les services sans fil tenues au cours de ces exercices, laquelle a été neutralisée en partie par la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. En raison des licences acquises, nous avons plus que doublé notre spectre à l'échelle nationale, et ces licences représentent un investissement qui nous permettra d'accroître la capacité de notre réseau afin de continuer à soutenir la croissance de la consommation de données, ainsi que la croissance des abonnés aux services mobiles. Nous nous efforcerons de faire en sorte que ce ratio revienne dans la fourchette cible à moyen terme, car nous sommes d'avis que cette fourchette s'aligne sur notre stratégie à long terme. Bien que le ratio sorte de notre fourchette cible à long terme, nous respectons le ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, en vertu desquelles nous devons nous assurer que notre ratio de la dette nette sur les flux de trésorerie d'exploitation n'est pas supérieur à 4,00:1,00 (se reporter à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*).

#### Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement

Aux 31 mars et pour les périodes de 12 mois closes à ces dates	2017	2016	Variation
<b>Composantes des ratios d'endettement et de couverture<sup>1</sup></b> (en millions de dollars)			
Dette nette	13 054	12 374	680
BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	4 785	4 524	261
Charges d'intérêts, montant net	564	494	70
<b>Ratios d'endettement</b>			
Dette à taux fixe en proportion du total de la dette (en %)	89	92	(3) pts
Durée moyenne jusqu'à l'échéance de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en années)	11,3	10,8	0,5
Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette à long terme (excluant le papier commercial) (en %)	4,16	4,32	(0,16) pt
Dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts <sup>1</sup> (fois)	2,73	2,74	(0,01)
<b>Ratios de couverture<sup>1</sup> (fois)</b>			
Couverture par le bénéfice	4,1	4,6	(0,5)
Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts	8,5	9,2	(0,7)
<b>Autres mesures<sup>1</sup> (en %)</b>			
Ratio de distribution du bénéfice net ajusté	76	76	—
Ratio de distribution	87	76	11 pts

1. Se reporter à la *rubrique 11.1, « Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières »*.

Le **ratio de couverture par le bénéfice** s'est établi à 4,1 fois pour la période de 12 mois close le 31 mars 2017, en baisse par rapport à 4,6 fois à l'exercice précédent. La diminution du bénéfice avant les coûts d'emprunt et l'impôt sur le résultat a donné lieu à une baisse de 0,3 du ratio, et l'augmentation des coûts d'emprunt s'est traduite par une baisse de 0,2 du ratio.

Le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** s'est établi à 8,5 fois pour la période de 12 mois close le 31 mars 2017, en baisse par rapport à 9,2 fois à l'exercice précédent. La hausse du montant net des charges d'intérêts a donné lieu à une baisse de 1,2 du ratio, et la croissance du BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts s'est traduite par une hausse de 0,5 du ratio.

**Ratios de distribution :** Les décisions touchant les distributions réelles continueront d'être assujetties à l'évaluation du conseil et à la détermination de notre situation financière et de nos perspectives, ainsi qu'à notre indication concernant le ratio de distribution à long terme qui est de 65 % à 75 % des bénéfices nets par action, sur une base prospective. Les ratios de distribution de base et ajustés présentés constituent des mesures historiques fondées sur les dividendes déclarés et le bénéfice par action des quatre derniers trimestres. Nous estimons que le ratio de distribution est conforme à l'indication cible, sur une base prospective. Les mesures historiques pour la période de 12 mois close le 31 mars 2017 sont présentées à titre indicatif dans le cadre de l'évaluation de notre indication visée, et elles sortaient de la fourchette visée pour les deux périodes.

## 7.6 Facilités de crédit

Au 31 mars 2017, nous avons des liquidités disponibles de plus de 1,1 milliard de dollars en vertu de la facilité de crédit renouvelable de TELUS, nous disposions d'un montant d'environ 123 millions de dollars en vertu de la facilité de crédit de TELUS International, et nous disposions d'un montant de 127 millions de dollars en vertu des facilités non consenties sous forme de lettres de crédit. Nous disposions également d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.7, « Vente de créances clients »*). Ces montants sont conformes à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1,0 milliard de dollars.

### Facilité de crédit renouvelable de TELUS

Nous disposons d'une facilité de crédit renouvelable de 2,25 milliards de dollars (ou l'équivalent en dollars américains) conclue avec un consortium se composant d'institutions financières, qui arrivera à échéance le 31 mai 2021. La facilité de crédit renouvelable est utilisée aux fins générales de la société, notamment à titre de sûreté pour le papier commercial, le cas échéant.

#### Facilité de crédit renouvelable de TELUS au 31 mars 2017

(en millions de dollars)	Échéance	Montant disponible	Montant utilisé	Lettres de crédit émises, mais non utilisées	Sûreté pour le programme de papier commercial	Liquidités disponibles
Facilité renouvelable de cinq ans <sup>1</sup>	31 mai 2021	2 250	—	—	(1 122)	1 128

1. Dollars canadiens ou équivalent des dollars américains.

Notre facilité de crédit renouvelable comporte les clauses restrictives habituelles. Celles-ci nous interdisent notamment de laisser notre ratio de levier financier consolidé dépasser 4,00:1,00 et de laisser notre ratio de couverture consolidé être inférieur à 2,00:1,00 à la fin d'un trimestre financier. Au 31 mars 2017, notre ratio de levier financier consolidé s'établissait à environ 2,73:1,00 et notre ratio de couverture consolidé à environ 8,48:1,00. On s'attend à ce que ces ratios se maintiennent bien au-dessus des clauses restrictives. Il y a certaines petites différences entre le calcul du ratio de levier financier et du ratio de couverture en vertu de la facilité de crédit renouvelable et le calcul de la dette nette sur le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts et du ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts. Les calculs n'ont jamais présenté de différences importantes. La réévaluation, le cas échéant, des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill aux fins comptables n'a pas d'incidence sur les clauses restrictives. L'accès continu à nos facilités de crédit n'est pas assujéti au maintien d'une notation en particulier.

### Papier commercial

TELUS Corporation a un programme de papier commercial non garanti adossé à notre facilité de crédit renouvelable, qui nous permet d'émettre du papier commercial d'un montant maximal de 1,4 milliard de dollars au 31 mars 2017, y compris un programme de papier commercial libellé en dollars américains pouvant aller jusqu'à 1,0 milliard de dollars US. Le programme de papier commercial doit être utilisé aux fins générales de la société, y compris, sans s'y limiter, pour les dépenses d'investissement et les placements. Notre capacité à avoir un accès raisonnable au marché du papier commercial au Canada et aux États-Unis dépend de nos notations du crédit (se reporter à la *rubrique 7.8, « Notations du crédit »*).

### Facilités de crédit de TELUS International (Cda) Inc.

Au 31 mars 2017, notre filiale, TELUS International (Cda) Inc., avait une facilité de crédit bancaire garantie par ses actifs et venant à échéance le 31 mai 2021, avec un consortium d'institutions financières. La facilité de crédit comprend une composante renouvelable de 115 millions de dollars US et une composante prêt à terme de 215 millions de dollars US amortissable. La facilité de crédit est sans recours pour TELUS Corporation. Au 31 mars 2017, le solde de la facilité de crédit s'élevait à 305 millions de dollars (298 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission non amortis); la facilité de crédit est intégralement libellée en dollars américains (229 millions de dollars US), et le taux d'intérêt moyen pondéré est de 2,72 %.

### Autres facilités sous forme de lettres de crédit

Au 31 mars 2017, nous disposions de lettres de crédit en cours de 214 millions de dollars (210 millions de dollars au 31 décembre 2016), lesquelles ont été émises en vertu de diverses facilités non engagées; ces facilités de lettres de crédit s'ajoutent à notre capacité de fournir des lettres de crédit conformément à notre facilité de crédit bancaire consentie. Au 31 mars 2017, nous disposions de liquidités disponibles d'un montant de 127 millions de dollars aux termes de diverses facilités non consenties sous forme de lettres de crédit.

## 7.7 Vente de créances clients

TELUS Communications Inc., filiale en propriété exclusive de TELUS, est partie à une convention conclue avec une fiducie de titrisation sans lien de dépendance liée à une grande banque canadienne de l'annexe I, aux termes de laquelle elle est en mesure de vendre une participation dans certaines créances, jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 500 millions de dollars. La convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2018, et le montant des liquidités disponibles s'élevait à 400 millions de dollars au 31 mars 2017. (Se reporter à la *note 22* des états financiers consolidés intermédiaires.) Les cessions de créances clients effectuées dans le cadre de transactions de titrisation sont comptabilisées à titre d'emprunts à court terme garantis et, par conséquent, ne se traduisent pas par une décomptabilisation des créances clients cédées.

TELUS Communications Inc. doit maintenir une notation de DBRS Ltd. d'au moins BB, sinon la fiducie de titrisation pourrait exiger la dissolution du programme de vente avant la fin de la durée. Au 11 mai 2017, la notation était plus élevée que la notation devant être maintenue.

## 7.8 Notations du crédit

Aucun changement n'a été apporté à nos notations du crédit de première qualité au 11 mai 2017.

## 7.9 Instruments financiers, engagements et passifs éventuels

### Instruments financiers

Nos instruments financiers ainsi que la nature de certains risques auxquels ils pourraient être assujettis sont décrits à la *rubrique 7.9* de notre rapport de gestion annuel 2016.

#### *Risque de liquidité*

Dans le cadre des politiques financières liées à notre structure du capital, pour lesquelles une analyse est présentée à la *rubrique 4.3*, « *Situation de trésorerie et sources de financement* », nous gérons notre risque de liquidité à l'aide du maintien d'un processus d'équilibrage de trésorerie quotidien qui nous permet de gérer nos liquidités disponibles et nos besoins en liquidités selon nos besoins réels; du maintien d'une convention pour la vente de créances clients à une fiducie de titrisation sans lien de dépendance; du maintien de facilités bancaires bilatérales et de facilités de crédit consortial; du maintien d'un programme de papier commercial; du maintien d'un prospectus préalable de base en vigueur; de la surveillance continue des flux de trésorerie prévisionnels et réels; et de la gestion des échéances des actifs financiers et des passifs financiers.

À la date du présent rapport de gestion, nous pouvions émettre un montant maximal de 1,2 milliard de dollars de titres de créance à long terme ou de titres de participation en vertu d'un prospectus préalable de base qui demeurera en vigueur jusqu'en avril 2018.

Au 31 mars 2017, nous disposions de liquidités d'un montant de plus de 1,1 milliard de dollars aux termes des facilités de crédit inutilisées et d'un montant de 127 millions de dollars aux termes des facilités non consenties sous forme de lettres de crédit (se reporter à la *rubrique 7.6*, « *Facilités de crédit* »), ainsi que d'un montant de 400 millions de dollars aux termes de notre programme de titrisation de créances clients (se reporter à la *rubrique 7.7*, « *Vente de créances clients* »). De plus, la trésorerie et les placements temporaires s'élevaient à 794 millions de dollars au 31 mars 2017, et une tranche de ce montant a été utilisée aux fins de la conclusion de la transaction concernant MTS dont il est fait mention à la *rubrique 1.3*. Cela est conforme à notre objectif visant à faire en sorte que les liquidités disponibles s'élèvent généralement à au moins 1 milliard de dollars. Nous estimons que nos notations du crédit de première qualité contribuent à nous donner un accès raisonnable aux marchés financiers.

### Engagements et passifs éventuels

#### *Obligations d'achat*

Au 31 mars 2017, nos engagements contractuels liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'élevaient à 270 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2021, comparativement à des engagements de 436 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 2020 présentés dans notre rapport annuel 2016. La diminution s'explique principalement par la réception de matériaux aux fins de la mise à exécution de notre programme de dépenses d'investissement prévu au premier trimestre de 2017.

#### *Réclamations et poursuites*

Diverses réclamations et poursuites (incluant des recours collectifs et des réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle) visant des dommages-intérêts et d'autres compensations ont été déposées contre nous et, dans certains cas, contre plusieurs autres entreprises de services mobiles et fournisseurs de services de télécommunications. Aussi, nous avons reçu des avis de réclamation ou sommes au courant de certaines réclamations éventuelles (incluant des réclamations en matière de violation de la propriété intellectuelle) contre nous.

À l'heure actuelle, nous ne pouvons prévoir l'issue de ces réclamations, réclamations éventuelles et poursuites en raison de divers facteurs, y compris ce qui suit : la nature préliminaire de certaines réclamations; la nature incertaine des théories et réclamations en matière de dommages; un dossier factuel incomplet; la nature incertaine des théories juridiques, des procédures judiciaires et de leur résolution par les tribunaux, tant dans le cadre du procès que de l'appel; la nature imprévisible des parties adverses et de leurs revendications. Cependant, lorsqu'il est déterminé qu'il est probable que des paiements doivent être versés à des demandeurs relativement à une réclamation donnée, nous comptabilisons un montant estimé du passif.

Sous réserve des restrictions précédentes, la direction est d'avis, en vertu des évaluations juridiques et selon l'information dont elle dispose actuellement, qu'il est improbable qu'un passif non couvert par les assurances ou autrement ait une incidence significative sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation, y compris sur nos flux de trésorerie, sauf en ce qui concerne les éléments décrits à la *note 29* des états financiers consolidés intermédiaires.

#### *Obligations en matière d'indemnisation*

Au 31 mars 2017, nous n'avons constaté aucun passif en ce qui a trait à nos engagements d'indemnisation.

### 7.10 Information sur les actions en circulation

Actions en circulation (en millions)	31 mars 2017	30 avril 2017
Actions ordinaires	591	591
Options d'achat d'actions ordinaires pouvant être exercées (à raison de une pour une)	1	1

### 7.11 Transactions entre parties liées

#### **Placements dans des entités contrôlées importantes**

Au 31 mars 2017, TELUS Corporation contrôlait 100 % des participations dans TELUS Communications Inc., qui contrôlait à son tour en fin de compte 100 % de Société TELUS Communications et de SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE. Cette situation demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2016.

#### **Transactions avec les principaux dirigeants**

Nos principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la surveillance, à la planification, à la direction et au contrôle de nos activités. Il s'agit des membres de notre conseil d'administration et de notre équipe de la haute direction. Le total de la rémunération versée aux principaux dirigeants s'établit à 8 millions de dollars au premier trimestre de 2017, par rapport à 16 millions de dollars à la période correspondante de 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 30 a)* des états financiers consolidés intermédiaires.

#### **Transactions avec des régimes de retraite à prestations définies**

Nous avons fourni des services de gestion et d'administration relativement à nos régimes de retraite à prestations définies. Les charges liées à ces services ont été comptabilisées selon la méthode du recouvrement des coûts et elles sont non significatives.

#### **Transactions avec des coentreprises immobilières**

Au premier trimestre de 2017, nous avons effectué des transactions avec des coentreprises immobilières, qui sont des parties liées, comme il est décrit à la *note 21* des états financiers consolidés intermédiaires. Au 31 mars 2017, environ 99 % des locaux de la tour de bureaux Jardin TELUS étaient loués. La clôture de la majorité des ventes d'appartements de l'immeuble en copropriété Jardin TELUS a été menée à terme au quatrième trimestre de 2016, et la clôture des ventes d'appartements restants devrait avoir lieu en 2017.

Les engagements et les passifs éventuels liés à la coentreprise immobilière TELUS Sky comprennent des engagements contractuels jusqu'en 2018 au titre des travaux de construction (environ 114 millions de dollars au 31 mars 2017), et des facilités de crédit aux fins des travaux de construction (financement de 342 millions de dollars conclu avec trois institutions financières canadiennes en leur qualité de coprêteur à 66⅓ % et avec TELUS en sa qualité de coprêteur à 33⅓ %).

## 8. Questions comptables

### 8.1 Estimations comptables critiques

Nos principales méthodes comptables sont décrites à la *note 1* des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») exige que nous ayons recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période considérée. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Nos estimations comptables critiques et nos jugements importants font généralement l'objet de discussions entre les membres du comité d'audit chaque trimestre et sont décrits à la *rubrique 8.1* de notre rapport de gestion annuel 2016, qui est intégré par renvoi dans les présentes.

### 8.2 Faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Une analyse des faits nouveaux concernant les méthodes comptables est présentée à la *rubrique 8.2*, « *Faits nouveaux concernant les méthodes comptables* », de notre rapport de gestion annuel 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la *note 2* des états financiers consolidés intermédiaires.

## 9. Mise à jour des hypothèses

La présente rubrique comprend des énoncés prospectifs et elle doit être lue conjointement avec la *Mise en garde concernant les énoncés prospectifs* figurant au début du présent rapport de gestion.

Les hypothèses relatives à nos perspectives pour 2017, telles qu'elles sont décrites à la *rubrique 9*, « *Tendances générales, perspectives et hypothèses* », de notre rapport de gestion annuel 2016, demeurent inchangées, sauf en ce qui trait à ce qui suit.

- Nous avons révisé nos hypothèses et estimons que la croissance de l'économie au Canada se situera à environ 2,2 % en 2017 (auparavant, 1,8 %). En ce qui concerne les provinces de l'Ouest canadien où nous sommes une entreprise de services locaux titulaire (« ESLT »), nous estimons que la croissance de l'économie se situera à environ 2,4 % en Alberta en 2017 (auparavant, de 1,0 % à 2,0 %).

### 9.1 Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications

Nos services de télécommunications, de diffusion et de radiocommunication sont réglementés par les lois fédérales par le truchement de diverses autorités, y compris le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE »), et la ministre du Patrimoine canadien.

L'information qui suit constitue une mise à jour de la *rubrique 9.4*, « *Faits nouveaux en matière de réglementation et instances réglementaires concernant l'industrie des télécommunications* », de notre rapport de gestion annuel 2016.

#### Licences de radiocommunication et questions liées au spectre

ISDE réglemente, en autres choses, l'attribution et l'utilisation de spectre des radiofréquences au Canada et l'octroi des licences pour appareils radio et des licences pour l'utilisation des bandes de fréquence ou de voies radio à l'intérieur de différentes bandes de fréquence aux fournisseurs de services et aux utilisateurs privés. ISDE établit également les conditions de licence d'autorisation de radiocommunication, y compris les restrictions portant sur le transfert des licences de spectre mobile, les obligations concernant la couverture, les obligations concernant la recherche et développement, la communication de l'information annuelle et les obligations concernant le partage obligatoire avec les concurrents des services d'itinérance et des emplacements d'antennes.

#### Examens réglementaires et examens par le gouvernement fédéral

Le CRTC et le gouvernement fédéral ont amorcé des instances publiques ayant pour objet l'examen de diverses questions. Une analyse de ces instances est présentée ci-dessous.

#### Question en matière de télécommunications

##### *Examen du régime de qualité du service aux concurrents*

Dans le cadre de l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-49, le CRTC a amorcé l'examen du cadre réglementaire relatif au régime de qualité du service aux concurrents. Ce régime s'applique à certains services de gros que nous fournissons à des concurrents. Il établit les normes relatives à certains aspects de la prestation de

services et exige que TELUS paie un rabais tarifaire lorsqu'elle ne se conforme pas à ces normes. TELUS est également assujettie à des exigences en matière de suivi, de rapports et d'audit. Dans le cadre de cette instance, le CRTC décidera s'il y a lieu de mettre en place un régime; il déterminera quels services devraient être assujettis au régime et quels fournisseurs de services seront assujettis au régime, ainsi que la pertinence des rabais tarifaires et d'autres questions de même ordre. Aucune décision n'est prévue avant le premier trimestre de 2018. Cette instance ne devrait pas avoir une incidence significative sur TELUS.

#### *Examen du cadre réglementaire relatif au service de relais téléphonique*

Le 2 février 2017, le CRTC a amorcé une instance dans le cadre de laquelle il examinera le cadre réglementaire et le marché relatifs aux services de relais texte. Les entreprises de service local titulaires sont tenues de fournir ces services, qui permettent aux personnes ayant une déficience auditive ou souffrant d'un trouble de la parole d'effectuer et de recevoir des appels téléphoniques. Le CRTC a amorcé cet examen, car le recours à ces services a diminué en raison de l'évolution de la technologie ayant fait en sorte que les autres services de messagerie textuelle sont pratiques pour les clients. L'instance prendra fin le 2 juin 2017. TELUS participera à cet examen. L'issue de cette instance ne devrait pas avoir une incidence significative sur TELUS.

#### *Retrait progressif du régime de subvention du service local*

Le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-92, dans le cadre duquel il sollicite des observations sur l'approche qu'il propose pour le retrait progressif du régime de subvention du service local, de même que sur les politiques connexes. Cet avis s'inscrit dans le cadre des activités de suivi découlant de la Politique réglementaire de télécom CRTC 2016-496, « Les services de télécommunication modernes : La voie d'avenir pour l'économie numérique canadienne », publiée le 21 décembre 2016. TELUS continue d'avoir l'obligation de fournir des services téléphoniques locaux dans toutes les circonscriptions où nos concurrents n'ont pas cette obligation. TELUS participera à cette instance dans le but d'obtenir une plus grande souplesse au chapitre des tarifs dans les zones de desserte à coût élevé réglementées advenant le retrait des subventions, et de s'assurer que nous serons indemnisés pour toute obligation de fournir des services. Il est actuellement impossible de déterminer si l'issue de cette instance aura une incidence financière significative sur TELUS.

#### *Élaboration du régime de financement de la large bande du CRTC*

Le 25 avril 2017, le CRTC a publié l'Avis de consultation de télécom CRTC 2017-112, « Élaboration du régime de financement de la large bande du Conseil ». Cet avis fait suite à la décision « Les services de télécommunication modernes » publiée par le CRTC le 21 décembre 2016, dans laquelle ce dernier formule un nouvel objectif du service universel incluant des services d'accès Internet à large bande fixes et sans fil mobiles, et indique qu'il commencera à orienter ses cadres de réglementation non plus sur les services vocaux filaires, mais plutôt sur les services à large bande afin d'élargir la disponibilité et l'adoption des services d'accès Internet à large bande. Le CRTC a également énoncé ses opinions préliminaires à l'égard de l'élaboration d'un mécanisme de financement de la large bande. Le CRTC a depuis lors publié un avis dans le cadre duquel il sollicite des observations sur diverses questions liées à l'élaboration du nouveau régime de financement de la large bande, y compris la gouvernance du nouveau fonds, les cadres de fonctionnement et de responsabilisation, ainsi que les critères d'admissibilité et d'évaluation des projets proposés. Le CRTC sollicite également des observations sur ses opinions préliminaires concernant le nouveau fonds de la large bande tel qu'il est énoncé dans la Politique réglementaire de télécom CRTC 2016-496, et il sollicite des réponses à une série de questions. Il est actuellement trop tôt pour déterminer l'incidence potentielle de cette instance sur TELUS.

### **Questions en matière de radiodiffusion**

#### *Examen et modernisation de la Loi sur la radiodiffusion et de la Loi sur les télécommunications*

Dans le cadre de l'annonce de son budget le 22 mars 2017, le gouvernement fédéral a reconnu l'incidence de l'ère numérique sur les industries canadiennes des médias et de la radiodiffusion et a indiqué qu'il compte examiner et moderniser la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications*, plus précisément en ce qui a trait à la création de contenu à l'ère numérique, à la neutralité du Net et à la diversité culturelle. Cette annonce cadre avec l'examen des politiques culturelles du Canada décrites à la *rubrique 9.4* de notre rapport de gestion annuel 2016. TELUS a participé à toutes les étapes de cette consultation et continuera de participer aux prochaines étapes de l'examen de ces lois. De plus amples renseignements sur cet examen seront annoncés au cours des prochains mois. Il est actuellement impossible de déterminer si cet examen aura une incidence significative sur les résultats d'exploitation de TELUS.

## 10. Risques et gestion des risques

Les risques principaux et les incertitudes susceptibles d'influer sur nos résultats dans l'avenir, ainsi que nos activités connexes visant à atténuer les risques, sont décrits dans notre rapport de gestion annuel 2016.

## 11. Définitions et rapprochements

### 11.1 Mesures financières non définies par les PCGR et autres mesures financières

Nous présentons certaines mesures non définies par les PCGR et fournissons des indications à ce sujet. Nous avons recours à ces mesures pour évaluer le rendement de TELUS, et aussi pour déterminer si nous respectons les clauses restrictives de nos conventions d'emprunt et pour gérer notre structure du capital. Étant donné que les mesures non définies par les PCGR n'ont généralement pas de signification normalisée, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les règlements sur les valeurs mobilières exigent que ces mesures soient définies clairement et qu'elles fassent l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux PCGR les plus semblables.

**Bénéfice net ajusté et bénéfice par action de base ajusté :** Ces mesures servent à évaluer le rendement consolidé et ne tiennent pas compte des éléments qui pourraient occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement. Ces mesures ne doivent pas être substituées au bénéfice net et au bénéfice par action de base pour évaluer le rendement de TELUS. Les éléments qui pourraient, selon la direction, occulter les tendances sous-jacentes concernant le rendement comprennent les profits ou les pertes importants liés aux participations dans les coentreprises de réaménagement immobilier, les profits liés à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, les coûts de restructuration et autres coûts, la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), les ajustements liés à l'impôt sur le résultat, ainsi que les mises hors service d'immobilisations liées aux activités de restructuration. (Se reporter au tableau « *Analyse du bénéfice net* » et au tableau « *Analyse du BPA de base* », à la rubrique 1.3.)

**Intensité du capital :** Cette mesure est calculée comme les dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre) divisées par le total des produits d'exploitation. Cette mesure fournit une méthode utile pour comparer le niveau des dépenses d'investissement avec celui d'autres entreprises de tailles diverses du même secteur.

**Ratio de distribution :** Il s'agit d'une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le total du bénéfice par action de base pour les quatre trimestres les plus récents en ce qui concerne les périodes intermédiaires. Le dénominateur applicable aux exercices est le bénéfice par action de base annuel. L'indication visée par notre politique est d'avoir un ratio de distribution annuel sur une base prospective plutôt que sur une base actuelle, qui représente 65 % à 75 % des bénéfices par action prévisibles, sur une base prospective. (Se reporter à la rubrique 7.5, « *Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement* ».)

#### Calcul du ratio de distribution

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,88	1,72
Dénominateur – Bénéfice net par action ordinaire	2,16	2,25
<b>Ratio (en %)</b>	<b>87</b>	<b>76</b>

**Ratio de distribution du bénéfice net ajusté :** Ce ratio est une mesure historique représentant le total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire, tels qu'ils sont présentés dans les états financiers, divisé par le bénéfice net ajusté par action. Le bénéfice net ajusté par action représente le bénéfice par action de base, tel qu'il est utilisé aux fins du calcul du **ratio de distribution**, ajusté de manière à ne pas tenir compte du profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, des profits nets et du bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, des provisions au titre de l'acquisition de certaines entreprises, de la charge de rémunération remaniée dont les droits sont immédiatement acquis, de la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme (le cas échéant), et des ajustements liés à l'impôt.

**Calcul du ratio de distribution du bénéfice net ajusté**

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en dollars)	2017	2016
Numérateur – Total des dividendes des quatre derniers trimestres déclarés par action ordinaire	1,88	1,72
Bénéfice net ajusté (en millions de dollars) :		
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 278	1 345
Déduire : profits nets et bénéfice lié à la participation découlant des activités d'aménagement des coentreprises immobilières, après impôt sur le résultat	(16)	—
Déduire : profit lié à l'échange de licences de spectre pour les services sans fil, après impôt sur le résultat	(13)	—
Ajouter : provisions au titre de l'acquisition d'entreprises, après impôt sur le résultat	11	4
Ajouter : charge de rémunération remaniée, après impôt sur le résultat	224	—
Ajouter : ajustements défavorables nets (déduire : ajustements favorables nets) liés à l'impôt sur le résultat	(18)	2
	1 466	1 351
Dénominateur – Bénéfice net ajusté par action ordinaire	2,48	2,26
<b>Ratio ajusté (en %)</b>	<b>76</b>	<b>76</b>

**Couverture par le bénéfice** : Cette mesure est définie dans le Règlement 41-101 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et dans les règlements connexes, qui est calculée comme suit :

**Calcul du ratio de couverture par le bénéfice**

Périodes de 12 mois closes les 31 mars (en millions de dollars, sauf les ratios)	2017	2016
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	1 278	1 345
Impôt sur le résultat (attribuable aux actions ordinaires)	432	516
Coûts d'emprunt (attribuables aux actions ordinaires) <sup>1</sup>	544	523
Numérateur	2 254	2 384
Dénominateur – Coûts d'emprunt (ci-dessus)	544	523
<b>Ratio (fois)</b>	<b>4,1</b>	<b>4,6</b>

1. Intérêts sur la dette à long terme plus les intérêts sur les emprunts à court terme et les autres emprunts et plus la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, plus la réintégration des intérêts comptabilisés à l'actif et moins les coûts d'emprunt attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.

**BAIIA** (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) : Nous avons publié des indications et présentons le BAIIA parce qu'il constitue une mesure clé utilisée pour évaluer le rendement consolidé. Le BAIIA est une mesure commune à laquelle les investisseurs et les établissements de crédit recourent largement en tant qu'indicateur du rendement opérationnel d'une société et de sa capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service, ainsi qu'à titre de paramètre d'évaluation. Le BAIIA ne doit pas être substitué au bénéfice net comme mesure du rendement de TELUS ni utilisé comme mesure unique des flux de trésorerie. Le BAIIA tel qu'il est calculé par TELUS correspond aux produits d'exploitation moins les montants inscrits aux postes « Achat de biens et services » et « Charge au titre des avantages du personnel ».

Nous calculons le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts, car il constitue une composante du **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts** et du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

Nous pourrions également calculer un BAIIA ajusté qui exclurait les éléments de nature inhabituelle qui ne reflètent pas nos activités habituelles ou continues; selon nous, ce BAIIA ne devrait pas être considéré comme une mesure d'évaluation et ne devrait pas être pris en compte aux fins d'une évaluation de notre capacité à assurer le service de la dette ou à contracter des dettes.

**Rapprochement du BAIIA**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016
<b>Bénéfice net</b>	<b>441</b>	<b>378</b>
Coûts de financement	138	123
Impôt sur le résultat	150	139
Amortissement des immobilisations corporelles	402	385
Amortissement des immobilisations incorporelles	130	115
<b>BAIIA</b>	<b>1 261</b>	<b>1 140</b>
Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA	4	48
<b>BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts et BAIIA ajusté</b>	<b>1 265</b>	<b>1 188</b>

**Couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts :** Cette mesure est définie comme le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts divisé par le montant net des charges d'intérêts, calculé sur 12 mois. Cette mesure est semblable au ratio de couverture prévu par les clauses restrictives des facilités de crédit de TELUS, comme il est décrit à la *rubrique 7.6, « Facilités de crédit »*.

**Flux de trésorerie disponibles :** Nous présentons cette mesure comme un indicateur supplémentaire de notre rendement opérationnel. Les flux de trésorerie disponibles ne doivent pas être substitués aux mesures présentées dans les tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie. Ils excluent les variations de certains éléments du fonds de roulement (tels que les créances clients et les dettes fournisseurs), le produit tiré des actifs cédés ainsi que d'autres sources et affectations des liquidités figurant dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Ils fournissent une estimation des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation qui sont disponibles après les dépenses d'investissement (excluant les acquisitions de licences de spectre) et qui peuvent notamment être utilisés pour payer les dividendes, rembourser la dette, racheter des actions, ou effectuer d'autres investissements. Les flux de trésorerie disponibles peuvent être complétés de temps à autre par le produit tiré des actifs cédés ou par les activités de financement.

**Calcul des flux de trésorerie disponibles**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016
<b>BAIIA</b>	<b>1 261</b>	1 140
Déduire : profits sans effet sur la trésorerie découlant de la vente d'immobilisations corporelles	(1)	(3)
Coûts de restructuration et autres coûts, déduction faite des décaissements	(46)	(28)
Éléments des tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie :		
Rémunération fondée sur des actions	16	16
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	21	22
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(22)	(25)
Intérêts versés	(142)	(123)
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	(724)	(618)
Flux de trésorerie disponibles avant impôt	363	381
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements	(146)	(273)
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>217</b>	108

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles selon notre définition et des entrées liées aux activités d'exploitation.

**Rapprochement des flux de trésorerie disponibles et des entrées liées aux activités d'exploitation**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>217</b>	108
Ajouter (déduire) :		
Dépenses d'investissement (excluant les licences de spectre)	724	618
Ajustements aux fins du rapprochement avec les entrées liées aux activités d'exploitation	(232)	(163)
<b>Entrées liées aux activités d'exploitation</b>	<b>709</b>	563

**Dette nette :** Nous estimons que la dette nette est une mesure utile, parce qu'elle représente le montant des emprunts à court terme et des obligations relatives à la dette à long terme qui ne sont pas couverts par la trésorerie et les placements temporaires disponibles. La mesure définie par les IFRS qui se rapproche le plus de la dette nette est la dette à long terme, y compris la tranche à court terme de la dette à long terme. La dette nette est un élément du **ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**.

**Calcul de la dette nette**

Aux 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	13 677	12 676
Frais d'émission de titres de créance portés en déduction de la dette à long terme	75	50
Passifs dérivés, montant net	38	26
Cumul des autres éléments du résultat global découlant des instruments financiers utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt et le risque de change associés aux titres de créance à long terme libellés en dollars américains (excluant les incidences fiscales)	(42)	—
Trésorerie et placements temporaires	(794)	(478)
Emprunts à court terme	100	100
<b>Dette nette</b>	<b>13 054</b>	12 374

**Ratio dette nette/BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts :** Cette mesure est définie comme la dette nette à la fin de la période divisée par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts sur 12 mois. Notre indication à long terme pour ce ratio est de 2,00 à 2,50 fois. (Se reporter à la rubrique 7.5, « Mesures de la situation de trésorerie et des sources de financement ».) Cette mesure est analogue au ratio de levier financier prévu par les clauses restrictives de nos facilités de crédit, tel qu'il est décrit à la rubrique 7.6, « Facilités de crédit ».

**Montant net des charges d'intérêts :** Cette mesure est le dénominateur utilisé pour calculer le **ratio de couverture des intérêts par le BAIIA excluant les coûts de restructuration et autres coûts**. Le montant net des charges d'intérêts représente les coûts de financement excluant les intérêts sur la dette à long terme comptabilisés à l'actif, les intérêts nets des régimes à prestations définies du personnel et les recouvrements liés au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette, calculés sur 12 mois. Aucun recouvrement lié au remboursement par anticipation et à l'échéance de la dette n'a été comptabilisé en 2017 et en 2016. Les charges comptabilisées relativement à la prime au titre du remboursement par anticipation de la dette à long terme, le cas échéant, sont prises en compte dans le montant net des charges d'intérêts. Le montant net des charges d'intérêts s'est établi à 564 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2017, et à 494 millions de dollars au cours de la période de 12 mois close le 31 mars 2016.

**Coûts de restructuration et autres coûts :** Afin de réduire nos coûts permanents, nous engageons des coûts de restructuration supplémentaires connexes non récurrents. Il est également possible que nous engagions des charges inhabituelles lorsque nous apportons des changements importants ou structurels à nos modèles d'affaires ou à nos modèles opérationnels. Les autres coûts comprennent également les coûts externes supplémentaires engagés relativement aux acquisitions d'entreprises ou à la cession d'activités, ainsi que les frais de litige, dans le contexte de pertes ou de règlements importants.

**Composantes des coûts de restructuration et autres coûts**

Trimestres clos les 31 mars (en millions de dollars)	2017	2016
Achat de biens et services	4	4
Charge au titre des avantages du personnel	—	44
<b>Coûts de restructuration et autres coûts compris dans le BAIIA</b>	<b>4</b>	<b>48</b>

**11.2 Indicateurs opérationnels**

Les mesures suivantes constituent des paramètres utilisés dans l'industrie pour évaluer le rendement opérationnel d'une entité de télécommunications offrant des services mobiles et des services filaires. Elles n'ont cependant pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB.

**Produits moyens par appareil d'abonné (« PMAA ») mensuels** Nombre concernant les abonnés des services mobiles, exprimé en pourcentage mensuel, obtenu au moyen de la division des produits tirés des services de réseau par le nombre moyen d'appareils en service dans le réseau au cours de la période.

**Taux de désabonnement, par mois** Nombre d'appareils d'abonnés désactivés au cours d'une période donnée, divisé par le nombre moyen d'appareils dans le réseau au cours de la période, exprimé sous forme de taux mensuel. L'appareil d'un abonné des services prépayés de TELUS ou des services mobiles prépayés de Koodo ou de Public Mobile est désactivé lorsque ce dernier n'utilise pas les services au cours des 90 jours suivant l'expiration des crédits prépayés.

**Appareil d'abonné des services mobiles (« abonné »)** Unité génératrice de produits tirés des services mobiles active et récurrente (p. ex., un téléphone mobile, une tablette ou une clé Internet mobile) dotée d'un numéro d'identité d'abonné unique (numéro SIM ou IMEI). De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque appareil aux fins de la facturation ou des services de soutien. Les appareils d'abonnés excluent les appareils offrant les services machine à machine (un sous-ensemble de l'Internet des objets) tels que ceux utilisés pour effectuer le suivi des biens, les systèmes de contrôle à distance et les compteurs, les distributeurs automatiques et les guichets automatiques sans fil.

**Nombre d'abonnés des services filaires** Unité génératrice de produits active et récurrente, qui a accès aux services autonomes y compris l'accès fixe à Internet, TELUS TV et les lignes résidentielles d'accès au réseau. De plus, TELUS établit une relation directe avec l'utilisateur de chaque service aux fins de la facturation ou des services de soutien. Le nombre d'abonnés présentés ne tient pas compte des lignes d'affaires d'accès au réseau, car le remplacement des lignes utilisées pour les services de transmission de la voix par les services IP a entraîné des pertes de lignes d'affaires d'accès au réseau sans qu'aucune baisse similaire des produits soit observée, en raison de la pertinence réduite de ces lignes d'affaires d'accès au réseau en tant qu'indicateur de rendement clé.

# Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat et de résultat global

(non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions, sauf les montants par action)	Trimestres	
	2017	2016
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Services	3 027 \$	2 924 \$
Équipement	158	172
Produits tirés de contrats conclus avec des clients	3 185	3 096
Autres produits d'exploitation	13	12
	<b>3 198</b>	<b>3 108</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achat de biens et services	1 313	1 300
Charge au titre des avantages du personnel	624	668
Amortissement des immobilisations corporelles	402	385
Amortissement des immobilisations incorporelles	130	115
	<b>2 469</b>	<b>2 468</b>
<b>BÉNÉFICE D'EXPLOITATION</b>	<b>729</b>	<b>640</b>
Coûts de financement	138	123
<b>BÉNÉFICE AVANT IMPÔT</b>	<b>591</b>	<b>517</b>
Impôt sur le résultat	150	139
<b>BÉNÉFICE NET</b>	<b>441</b>	<b>378</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		
<b>Éléments qui peuvent être ultérieurement reclassés en résultat</b>		
Variation de la juste valeur latente des dérivés désignés à titre de couvertures de flux de trésorerie	(9)	(10)
Écart de change découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	3	(4)
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers disponibles à la vente	(2)	—
	<b>(8)</b>	<b>(14)</b>
<b>Élément qui ne sera jamais ultérieurement reclassé en résultat</b>		
Réévaluations des régimes à prestations définies du personnel	68	(77)
	<b>60</b>	<b>(91)</b>
<b>BÉNÉFICE GLOBAL</b>	<b>501 \$</b>	<b>287 \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET ATTRIBUABLE :</b>		
Aux actions ordinaires	433 \$	378 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	8	—
	<b>441 \$</b>	<b>378 \$</b>
<b>BÉNÉFICE GLOBAL ATTRIBUABLE :</b>		
Aux actions ordinaires	491 \$	287 \$
Aux participations ne donnant pas le contrôle	10	—
	<b>501 \$</b>	<b>287 \$</b>
<b>BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE</b>		
De base	0,73 \$	0,64 \$
Dilué	0,73 \$	0,64 \$
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ TOTAL D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION</b>		
De base	591	593
Dilué	591	594

# États consolidés intermédiaires résumés de la situation financière (non audité)

(en millions)	Au 31 mars 2017	Au 31 décembre 2016
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs courants</b>		
Trésorerie et placements temporaires, montant net	794 \$	432 \$
Débiteurs	1 408	1 471
Impôt sur le résultat et autres impôts à recevoir	105	9
Stocks	327	318
Charges payées d'avance	353	233
Actifs dérivés courants	11	11
	<b>2 998</b>	<b>2 474</b>
<b>Actifs non courants</b>		
Immobilisations corporelles, montant net	10 637	10 464
Immobilisations incorporelles, montant net	10 392	10 364
Goodwill, montant net	3 792	3 787
Autres actifs non courants	742	640
	<b>25 563</b>	<b>25 255</b>
	<b>28 561 \$</b>	<b>27 729 \$</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Passifs courants</b>		
Emprunts à court terme	100 \$	100 \$
Créditeurs et charges à payer	2 084	2 330
Impôt sur le résultat et autres impôts à payer	41	37
Dividendes à payer	283	284
Facturation par anticipation et dépôts de clients	775	737
Provisions	73	124
Tranche à court terme de la dette à long terme	1 386	1 327
Passifs dérivés courants	10	12
	<b>4 752</b>	<b>4 951</b>
<b>Passifs non courants</b>		
Provisions	399	395
Dette à long terme	12 291	11 604
Autres passifs non courants	744	736
Impôt sur le résultat différé	2 223	2 107
	<b>15 657</b>	<b>14 842</b>
<b>Passif</b>	<b>20 409</b>	<b>19 793</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capitaux propres attribuables aux actions ordinaires	8 122	7 917
Participations ne donnant pas le contrôle	30	19
	<b>8 152</b>	<b>7 936</b>
	<b>28 561 \$</b>	<b>27 729 \$</b>

# Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

Périodes closes les 31 mars (en millions)	Trimestres	
	2017	2016
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Bénéfice net	441 \$	378 \$
Ajustements visant le rapprochement du bénéfice net et des entrées liées aux activités d'exploitation :		
Amortissement des immobilisations corporelles et amortissement des immobilisations incorporelles	532	500
Impôt sur le résultat différé	93	(31)
Charge de rémunération fondée sur des actions, montant net	16	16
Montant net des charges au titre des régimes à prestations définies du personnel	21	22
Cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies du personnel	(22)	(25)
Autres	(19)	4
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(353)	(301)
Entrées liées aux activités d'exploitation	709	563
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Paiements en trésorerie au titre des immobilisations	(796)	(646)
Paiements en trésorerie au titre des acquisitions	(12)	(2)
Avances aux coentreprises immobilières	(5)	(12)
Sommes reçues des coentreprises immobilières	3	—
Produit des cessions	3	—
Autres	(15)	—
Sorties liées aux activités d'investissement	(822)	(660)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés aux détenteurs d'actions ordinaires	(284)	(263)
Rachat d'actions ordinaires à des fins d'annulation	—	(60)
Émission de titres de créance à long terme	2 518	1 246
Remboursements par anticipation et à l'échéance sur la dette à long terme	(1 749)	(571)
Autres	(10)	—
Entrées liées aux activités de financement	475	352
<b>SITUATION DE TRÉSORERIE</b>		
Augmentation de la trésorerie et des placements temporaires, montant net	362	255
Trésorerie et placements temporaires, montant net au début	432	223
Trésorerie et placements temporaires, montant net à la fin	794 \$	478 \$
<b>INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION</b>		
Intérêts versés	(142) \$	(123) \$
Impôt sur le résultat payé, montant net	(146) \$	(273) \$

Trimestres clos les 31 mars (en millions)	Services mobiles		Services filaires		Éliminations		Chiffres consolidés	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<b>Produits d'exploitation</b>								
Produits externes								
Services	1 679 \$	1 580 \$	1 348 \$	1 344 \$	— \$	— \$	3 027 \$	2 924 \$
Équipement	102	117	56	55	—	—	158	172
Produits tirés de contrats conclus avec des clients								
Autres produits d'exploitation	1 781	1 697	1 404	1 399	—	—	3 185	3 096
	2	5	11	7	—	—	13	12
Produits intersectoriels								
	1 783	1 702	1 415	1 406	—	—	3 198	3 108
	11	14	52	47	(63)	(61)	—	—
	1 794 \$	1 716 \$	1 467 \$	1 453 \$	(63) \$	(61) \$	3 198 \$	3 108 \$
<b>BAIIA<sup>1</sup></b>	<b>820 \$</b>	<b>756 \$</b>	<b>441 \$</b>	<b>384 \$</b>	<b>— \$</b>	<b>— \$</b>	<b>1 261 \$</b>	<b>1 140 \$</b>
Dépenses d'investissement <sup>2</sup>	249 \$	180 \$	475 \$	438 \$	— \$	— \$	724 \$	618 \$
<b>Produits d'exploitation externes (ci-dessus)</b>							<b>3 198 \$</b>	<b>3 108 \$</b>
Achat de biens et services							1 313	1 300
Charge au titre des avantages du personnel							624	668
<b>BAIIA (ci-dessus)</b>							<b>1 261</b>	<b>1 140</b>
Amortissement des immobilisations corporelles							402	385
Amortissement des immobilisations incorporelles							130	115
<b>Bénéfice d'exploitation</b>							<b>729</b>	<b>640</b>
Coûts de financement							138	123
<b>Bénéfice avant impôt</b>							<b>591 \$</b>	<b>517 \$</b>

1. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») n'a pas de signification normalisée prescrite par les IFRS de l'IASB et, par conséquent, il est peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs; selon notre définition, le BAIIA correspond aux produits d'exploitation diminués des biens et services achetés et de la charge au titre des avantages du personnel. Nous avons publié des indications au sujet du BAIIA et l'avons inclus dans l'information présentée parce qu'il constitue une mesure clé à laquelle la direction a recours pour évaluer la performance de nos activités et qu'il sert aussi à déterminer si nous respectons certaines clauses restrictives de nos conventions d'emprunt.
2. Total des dépenses d'investissement.



# Communiqué

## **TELUS Corporation AVIS DE DIVIDENDE EN ESPÈCES**

LE PRÉSENT AVIS ANNONCE que le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,4925 \$CA par action sur les actions ordinaires émises et en circulation. Ce dividende sera versé le 4 juillet 2017 aux détenteurs inscrits à la clôture des marchés le 9 juin 2017.

Par ordre du conseil d'administration

Monique Mercier  
Vice-présidente à la direction, Affaires corporatives, chef des services juridiques et secrétaire générale

Vancouver (Colombie-Britannique)  
10 mai 2017

Personne-ressource : Relations avec les investisseurs  
1-800-667-4871  
[ir@telus.com](mailto:ir@telus.com)